

# RAPPORT D'ACHEVEMENT DE PROJET (RAP)

## A. INFORMATIONS SUR LE PROJET ET DATES CLES

### I. INFORMATIONS DE BASE

<b>Référence du Projet</b> P-BF-AAE-002	<b>Titre du Projet</b> Projet de Développement de l'Élevage dans la Province du Soum- phase II (PDES II)	<b>Pays</b> BURKINA FASO	
<b>Instrument(s) de Prêt</b> ACCORD DE PRET N° 2100 15000 27		<b>Secteur</b> Elevage	<b>Catégorie</b> Environnementale II
<b>Engagement Initial</b> 9 990 000 UC	<b>Montant Annulé</b> 0 UC	<b>Montant Décaissé</b> 9 981 831,01 UC	<b>% Décaissé</b> 99,92%
<b>Emprunteur</b> Gouvernement de la République du Burkina Faso			
<b>Organe(s) d'Exécution</b> [Citer les principaux ministères, cellules d'exécution du projet, agences et organisations de la société civile chargés de la mise en œuvre du projet.] <b>Ministère des Ressources Animales – Cellule de Gestion du Projet</b> <b>Principaux partenaires associés :</b> DPRA et DPAHRH (vulgarisation), INERA (recherche-développement), IFDC-AFRIQUE (fertilité des sols), BUNASLOS (récupération terres dégradées), CIPEI et DGSV (santé animale), CONAGESE, actuellement CONEDD (suivi environnemental), CNIA, actuellement CMAP (amélioration génétique), AMTA (formation), SOFRECO (animation, sensibilisation), AFC (restructuration et renforcement des OPA).			
<b>Cofinanciers et Autres Partenaires Extérieurs</b> [Citer toutes les autres sources de financement et les montants, l'assistance technique ou autres sources utilisées dans le cadre du projet] Gouvernement 1571,52 Millions F CFA prévus et 941,86 Millions F CFA décaissés (68,6%) ce qui représente une performance moyenne			

### II. DATES CLES

<b>Note de Concept du Projet Approuvé par Com. Ops.</b> Non applicable	<b>Rapport d'évaluation Approuvé par Com. Ops</b> Non applicable	<b>Approbation par le Conseil d'Administration</b> 29 mars 2000
<b>Restructuration(s) : Non applicable</b>		

	<b>Date initiale</b>	<b>Date effective</b>	<b>Ecart en termes de mois [date effective-date initiale]</b>
<b>ENTREE EN VIGUEUR</b>	28 août 2000	27 avril 2001	8 mois
<b>REVUE A MI-PARCOURS</b>	Septembre 2003	août 2006	47 mois
<b>CLÔTURE</b>	30 septembre 2007	30 novembre 2009	26 mois

### III. RESUME DES NOTES

CRITERES	SOUS-CRITERES	NOTES
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des Résultats	3
	Réalisation des Rendements	2
	Respect du Calendrier	2
	<b>RENDEMENT GENERAL DU PROJET</b>	<b>2</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	Conception et état de Préparation	2
	Supervision	3
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>
PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR	Conception et état de Préparation	2
	Execution	2
	<b>PERFORMANCE GENERALE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>2</b>

### IV. RESPONSABLES DU PROJET AU SEIN DE LA BANQUE

FONCTIONS	A L'APPROBATION	A L'ACHEVEMENT
Directeur Régional	E.G. Taylors-Lewis (OCDW)	J.Litsé (ORWA)
Directeur Sectoriel	C.D. Spencer (OCDW)	A.Abou-Sabaa (OSAN)
Chef de Projet	M.Dikombé (OCDW.4)	N.Kacem (OSAN.2) et Z.BOUÉ (BFFO)
Chef de l'équipe du RAP		M.Chérif (CPO/BFFO) – agro économiste
Membres de l'équipe du RAP		E.Toïgbé (expert élevage) A.Kéré (BFFO)- assistante décaissements S.Ouédraogo(BFFO)-assistant acquisitions

## B. CONTEXTE DU PROJET

Faire un résumé du bien-fondé de l'assistance de la Banque. Texte:

- sur quel défi du développement porte le projet,
- stratégie générale de l'emprunteur pour relever ce défi,
- activités de la Banque dans ce(s) pays et dans ce secteur durant l'année dernière et performance, et
- activités en cours financées par la Banque et d'autres sources extérieures qui complètent, font doublon ou se rapportent à ce projet.

Veillez citer les sources concernées. Exprimez-vous sur la force et la cohérence de cette justification.

300 mots au plus.

Tout autre propos pertinent sur les origines et l'historique du projet doit être, si besoin, présenté à l'annexe 6 intitulé: Description du Projet

- Le principal défi sur lequel porte la deuxième phase du Projet de Développement de l'Élevage dans le Soum (PDES) est de relancer un élevage durable, adapté à l'environnement naturel et économique de la zone et capable de contribuer au renforcement de la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté. Le Gouvernement a choisi l'intensification de la production animale et des dérivés comme un des axes stratégiques de réforme pour restaurer les bases de la croissance économique du pays et le Sahel burkinabè figure parmi les zones identifiées pour cette intensification. La province du Soum est handicapée par un certain nombre de contraintes dont les plus importantes sont relatives : (i) à l'insuffisance des points d'eau, (ii) au faible niveau de disponibilité en ressources alimentaires en quantité et en qualité avec comme conséquences le surpâturage (iii) au faible niveau d'organisation et de gestion des organisations professionnelles agricoles, (iv) à la faible capacité des structures chargées de l'encadrement, (v) à l'absence de structures d'animation, et (vi) à la faible intégration des producteurs dans l'économie de marché. Cependant la province dispose d'un certain nombre d'atouts dont : (i) la présence d'organisations professionnelles agricoles dans les 9 départements de la province, (ii) l'intérêt des éleveurs pour les innovations techniques, (iii) la rareté des feux de brousse, (iv) l'existence de marchés pour la viande et le lait et (v) les acquis de la première phase du PDES.

- En 2009, la Banque intervient dans le secteur rural à travers neuf opérations dont trois multinationales : le Projet d'investissement communautaire pour la fertilité agricole (PICOFA), le Projet de gestion durable des ressources forestières (PROGEREF), le Programme de mise en valeur et de gestion durable des petits barrages (PPB), le Projet d'appui au développement local des provinces de la Comoé, de la Léraba et du Kéné Dougou (PADL-CLK), le Projet de développement rural décentralisé et participatif des provinces de Bazéga et du Kadiogo (PDRDP-BK), le Projet de développement rural décentralisé des provinces de la Gnagna et du Kourtienga (PADER-GK), le Projet d'éradication de la mouche tsé-tsé, le Projet de lutte contre l'ensablement du fleuve Niger et le Projet d'appui à la filière coton textile. La dernière revue du portefeuille du Burkina Faso réalisée en mai 2009 a concerné 17 opérations dont la performance globale a été évaluée à 2,21 points sur 4. Certaines interventions financées par les partenaires au développement comportent des volets « Elevage ». Il s'agit de : Projet d'appui aux filières agrosylvopastorales (PAFASP) financé par la Banque Mondiale, Projet d'appui aux filières (PROFIL) soutenu par le FIDA, Projet d'appui au développement durable de l'agriculture soutenu par la Coopération Danoise, Projet de développement de l'élevage dans le Liptako Gourma cofinancé par la BID et la CEDEAO.

## C. OBJECTIF DU PROJET ET CADRE LOGIQUE

### 1. Enoncer le(s) Objectif(s) de Développement du Projet (ainsi qu'ils sont présentés dans le rapport d'évaluation)

Objectif sectoriel : le projet vise le renforcement de la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté des populations de la province du Soum.

Objectifs spécifiques : le projet vise à : (i) augmenter la production animale et ses dérivés et (ii) accroître les revenus des populations de la province du Soum.

### 2. Décrire les principales composantes du projet en indiquant comment chacune contribuera à la réalisation des objectifs du projet

Le projet s'articule autour de 7 composantes :

- a. **Développement de la production** en mettant l'accent sur l'intensification de la production de viande et du lait, en s'appuyant sur l'amélioration génétique et l'amélioration des conditions d'élevage (alimentation, santé et habitat).
- b. **Aménagement et gestion des ressources naturelles** par la mise à disposition de points d'eau, la régénération du milieu naturel et une meilleure protection et gestion de l'espace pastoral. La mise en œuvre de cette composante vise à préserver le capital productif indispensable à la mise en œuvre des activités d'intensification des productions animales.
- c. **Vulgarisation, animation et recherche-développement** à travers : (i) les activités d'information, d'éducation et de communication permettant de déterminer les besoins réels des bénéficiaires et (ii) l'élaboration et la vulgarisation des paquets techniques et technologiques adaptés en collaboration avec les institutions de recherche et d'appui conseil pour permettre d'acquérir les compétences et pérenniser les acquis du projet.
- d. **Restructuration et renforcement des OPA** par la réalisation d'un diagnostic participatif et la mise en œuvre des activités de renforcement de capacité visant à mieux responsabiliser les différentes organisations professionnelles et leur permettre à terme de prendre en charge les problématiques majeures de la zone.
- e. **Appui à la commercialisation et à l'approvisionnement des intrants** pour faciliter l'écoulement des produits animaux en : (i) améliorant le système de collecte et de transformation du lait, (ii) mettant en place un système d'information de marché, (iii) réhabilitant une piste de désenclavement et (iv) installant une radio rurale. La mise en œuvre de cette composante permettra également d'assurer un approvisionnement régulier en intrants pour les éleveurs engagés dans l'intensification des productions.
- f. **Crédit aux producteurs** pour faciliter l'intensification des productions animales, en mettant à la disposition des différentes catégories de bénéficiaires des ressources de crédit destinées à financer des activités génératrices de revenus, intrants, infrastructures, et équipements indispensables au développement de l'élevage.
- g. **Gestion du projet** pour assurer la planification, la coordination des activités mises en œuvre et l'ancrage institutionnel des six autres composantes.

**3. Evaluer brièvement (deux phrases au plus) les objectifs du projet sous trois angles noter l'évaluation, en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1.**

CARACTERISTIQUES DES OBJECTIFS DU PROJET		EVALUATION	NOTE
<b>PERTINENTS</b>	a) Pertinent au regard des priorités de développement du pays.	Le projet a été préparé et approuvé avant l'adoption du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP) adopté en 2000. Mais, les deux objectifs spécifiques déclinant l'objectif sectoriel du projet se sont révélés en cohérence avec l'axe 3 du CSLP à savoir « élargir les opportunités en matière d'emploi et d'activités génératrices de revenus pour les pauvres dans l'équité ». Ils sont également en adéquation avec les 6 axes stratégiques d'intervention du Plan d'actions et programme d'investissement de l'élevage (PAPISE).	3
<b>REALISABLES</b>	b) Objectifs jugés réalisables au regard des contributions au projet et des délais envisagés.	Au regard du contexte agro-écologique de la région et des contraintes spécifiques à l'élevage, certains objectifs ne peuvent pas être atteints de manière réaliste en six ans. Le degré d'innovation et de responsabilisation des OPA n'ont pas tenu compte des capacités réelles des acteurs. C'est le cas notamment de la laiterie de 1000l, des infrastructures individuelles d'élevage liées au crédit, des 75 000 doses de semences à l'étape innovation etc.	2
<b>COHERENTS</b>	c) Conforme à la stratégie nationale ou régionale de la Banque.	Le projet cadre avec la stratégie d'intervention du Groupe de la Banque au Burkina Faso qui vise à (i) diversifier et valoriser la production agricole, (ii) développer les ressources humaines, (iii) réduire la précarité des conditions de vie et d'hygiène des populations surtout en milieu rural et promouvoir des initiatives à base de micro-réalisations dont celles en faveur des femmes et (iv) lutter contre la dégradation du milieu rural.	3
	d) Conforme aux priorités générales de la Banque.	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque dans la mesure où ils visent la sécurité alimentaire, la réduction de la pauvreté et l'équilibre des écosystèmes naturels.	3

4. Présenter le cadre logique. En l'absence de cadre logique, remplir le tableau ci-dessous, en indiquant l'objectif global du projet, les principales composantes du projet, les principales activités de chaque composante et les résultats et rendements attendus, ainsi que les indicateurs de mesure de la réalisation des rendements. Vous pouvez créer des rangées supplémentaires pour les composantes, activités, résultats ou rendements, si nécessaire.

OBJECTIFS	INTITULE	PRODUITS ATTENDUS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
<b>Objectifs sectoriels</b>	Renforcer la sécurité alimentaire	La consommation de viande par habitant passe de 3,5 kg à plus de 4kg en 2009.  Besoin énergétique minimal couvert à 100% en 2009	La sécurité alimentaire est renforcée	Consommation par habitant de viande et de lait en 2009.  Niveau de couverture du besoin énergétique minimal en 2009. (minimum fixé à 1 713 kcal. couvert à plus de 80% par les céréales)
	Réduire la pauvreté	L'incidence de la pauvreté dans la Province du Soum a baissé de 10% entre 2002 et 2009 (P <sub>0</sub> = 37,2 dans le Sahel en 2003)	Les conditions de vie des populations sont améliorées dans la province du Soum	Taux de pauvreté dans la zone du Projet en 2007
<b>Objectifs du Projet</b>	Augmenter la production animale et ses dérivés (viande et lait)	16 472 tonnes de viande et 13,2 millions de litres de lait additionnels produits	La disponibilité nationale en viande et en lait est accrue.	Production additionnelle en viande et en lait. Disponibilité dans la zone du projet.
	Augmenter les revenus des populations de la province	Accroissement des revenus des éleveurs de 85 697 FCFA en année 1 à 500 000 FCFA en année 6	Le revenu des éleveurs est amélioré	Niveau de revenu des éleveurs encadrés par le projet.
COMPOSANTES	ACTIVITES	PRODUITS ATTENDUS	RESULTATS ATTENDUS	INDICATEURS A MESURER
<b>Composante A Développement de la production</b>  <i>* Amélioration génétique du cheptel</i>	1.1 Sélectionner les troupeaux de race locale	1.1 Sélection massale des troupeaux bovins de race locale assurée	1.1 Les bovins de race locale les plus performants en viande sont sélectionnés	1.1 Nombre de bovins sélectionnés
	1.2 Distribuer des semences de zébus Girolando	1.2 75 000 doses de semences de zébus Girolando distribuées pour l'insémination artificielle (IA)	1.2 Le potentiel génétique des produits est amélioré et la production laitière	1.2 Nombre de doses de semences utilisées pour l'IA, Nombre de

			augmentée à travers l'insémination artificielle	vaches inséminées, taux de réussite, production laitière par vache
	1.3 Distribuer des bovins géniteurs mâles de race Gir	1.3 40 bovins géniteurs mâles de race Gir introduits pour la monte naturelle	1.3 Le potentiel génétique des produits est amélioré et la production laitière augmenté à travers le croisement par monte naturelle	1.3 Nombre de bovins introduits, taux de fécondité, production laitière par vache
	1.4 Introduire des caprins mâles de Maradi	1.4 840 caprins mâles (chèvres rousses de Maradi) introduits pour la monte naturelle	1.4 Le potentiel génétique des produits est amélioré et la production de viande et de lait augmenté	1.4 Nombre de caprins introduits, gain moyen quotidien, production laitière par chèvre
* <i>Amélioration des conditions d'élevage</i>	1.5 Construire les parcs de vaccination	1.5 20 parcs de vaccination construits	1.5 Les parcs de vaccination sont construits et fonctionnels, l'état sanitaire du cheptel est amélioré	1.5 Nombre de parcs de vaccination construits, taux de couverture vaccinale
	1.6 Appuyer les structures intervenant en santé animale	1.6 10 congélateurs, 10 réfrigérateurs, équipements vétérinaires et appui au fonctionnement de la DPRA et de la DGSV	1.6 Les structures pérennes impliquées sont efficaces dans leurs interventions en santé animale	1.6 Fréquence des visites sur le terrain, taux d'incidence des principales maladies
<b>Composante B</b> <b>Aménagement et gestion des ressources naturelles</b>	2.1 Réaliser les infrastructures communautaires d'hydraulique pastorale et villageoise	2.1 30 forages équipés de pompes solaires, 40 puits pastoraux et 6 boulis construits et 6 mares surcreusées.	2.1 La disponibilité, la régularité et la qualité de l'eau d'abreuvement sont améliorées grâce à la mise à disposition ou la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques	2.1 Nombre d'infrastructures hydrauliques construites ou réhabilitées et fonctionnelles
	2.2 Aménager les pâturages naturels	2.2 3 000 ha de pâturages naturels aménagés	2.2 La disponibilité en pâturage est améliorée	2.2 Superficie de pâturage aménagée
	2.3 Réhabiliter les pistes à bétail	2.3 200 km de pistes à bétail réhabilitées	2.3 L'accès du bétail aux zones d'élevage est amélioré	2.3 Nombre de km de piste réhabilitée
	2.4 Récupérer les terres dégradées	2.4 3 500 ha de terres dégradées récupérées par les	2.4 Des superficies de terres dégradées sont effectivement	2.4 Superficies de terres récupérées

		travaux mécaniques	récupérées et disponibles pour le reboisement ou les activités pastorales	
	2.5 Assurer le reboisement et la diffusion de foyers améliorés	2.5 2 500 ha reboisés et des foyers améliorés vulgarisés	2.5 Des superficies sont effectivement reboisées et des foyers améliorés assurant une économie du bois vulgarisés.	2.5 Superficie reboisée, nombre de foyers améliorés vulgarisés
	2.6 Aménager des sites anti érosifs	2.6 2 500 ha de sites anti érosifs collectifs aménagés	2.6 Des superficies sont effectivement aménagées avec des dispositifs anti érosifs fonctionnels	2.6 Superficie aménagée avec dispositifs anti érosifs
	2.7 Appliquer des mesures prophylactiques de santé publique	2.7 Mesures spécifiques de santé pour les femmes et les enfants mises en œuvre.	2.7 Le cadre de vie est amélioré pour les femmes et les enfants touchés	2.7 Nombre de femmes et d'enfants touchés
	2.8 Organiser le contrôle et le suivi environnemental	2.8 Un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) est élaboré et mis en œuvre	2.8 Les impacts environnementaux négatifs du projet sont atténués.	2.7 Existence du PGES et niveau de mise en œuvre
<b>Composante C</b> Animation, vulgarisation et recherche-développement	3.1 Assurer l'animation et la sensibilisation des éleveurs	3.1 Une équipe pluridisciplinaire de 5 experts et 18 animateurs est mise en place, les PDV réalisés et 9 CPS installés	3.1 Un processus participatif d'animation/sensibilisation est développé dans la zone du projet	3.1 Composition de l'équipe mise en place, nombre de PDV réalisés et nombre de CPS mis en place
	3.2 Réaliser la vulgarisation des thèmes d'élevage et des thèmes agricoles	3.2 Vulgarisation assurée par un dispositif d'encadrement de 25 agents des structures techniques pérennes de terrain	3.2 Un système participatif de vulgarisation et un dispositif fonctionnel d'appui conseil rapproché sont mis en place et fonctionnent	3.2 Composition du dispositif, nombre de thèmes diffusés, taux d'adoption des thèmes
	3.3 Conduire les activités de Recherche-développement	3.3 Recherche-développement assurée par 5 partenaires techniques identifiés	3.3 Un système de recherche participative et d'action est mis en place	3.3 Nombre de partenaires impliqués, nombre de thèmes de recherche exécutés, taux d'adoption des résultats de la recherche.

<b>Composante D</b> Restructuration et renforcement des OPA	4.1 Assurer la restructuration des OPA	4.1 400 groupements villageois, 9 unions de groupements restructurés	4.1 Le fonctionnement des OPA restructurées est amélioré	4.1 Nombre d'OPA identifiées et nombre d'OPA restructurées
	4.2 Renforcer les OPA et leurs membres	4.2 400 OPA appuyées et formées, 2 720 éleveurs formés	4.2 Les capacités des OPA et des éleveurs sont renforcées	Nombre d'OPA appuyées, nombre de dirigeants formés, nombre d'éleveurs formés, nombre de thèmes de formation développés
	4.3 Assurer l'alphabétisation et la post alphabétisation des éleveurs	4.3 2000 éleveurs alphabétisés et 2000 éleveurs formés par la post alphabétisation	4.3 Les capacités des éleveurs sont renforcées.	Nombre d'éleveurs alphabétisés et nombre post alphabétisés.
<b>Composante E</b> Appui à la commercialisation et à l'approvisionnement des intrants	5.1 Mettre en place une laiterie privée	5.1 Laiterie privée de 1000 litres mise en place et fonctionnelle grâce au volet crédit	5.1 La commercialisation des produits laitiers est améliorée dans la province du Soum	5.1 Présence ou non de la laiterie
	5.2 Aménager le marché à bétail de Djibo	5.2 Marché à bétail de Djibo aménagé par la création d'un parc de nuit de 10 ha et d'une aire de pâturage de 100 ha	5.2 Les capacités de fonctionnement du marché sont améliorées	5.2 Nombre d'infrastructures réalisées par type
	5.3 Mettre en place un système d'information sur le marché à bétail de Djibo	5.3 Système d'information sur le marché à bétail de Djibo mis en place et fonctionnel	5.3 La commercialisation du bétail est améliorée au niveau du marché de Djibo	5.3 Nombre de supports d'information sur le marché diffusés
	5.4 Installer une radio rurale	5.4 Radio rurale mise en place par le projet et fonctionnelle	5.4 La diffusion des informations sur le marché de Djibo est améliorée	5.4 Nombre de supports d'information diffusés par la radio
	5.5 Construire des aires d'abattage	5.5 10 aires d'abattage construites et fonctionnelles	5.5 Les conditions de salubrité de la viande sont améliorées	5.5 Nombre d'aires d'abattage construites
	5.6 Réhabiliter la piste Djibo-Nassoumbou	5.6 35 km de piste entre Djibo et Nassoumbou réhabilités	5.5 L'écoulement des produits entre Djibo et Nassoumbou est facilité	5.5 Longueur de la piste réhabilitée
<b>Composante F</b> Crédit aux producteurs	6.1 Mettre en place le fonds de crédit de court terme	6.1 Fonds de crédit court terme de 160,75 Millions CFA	6.1 L'acquisition de semences est assurée et le taux	6.1 Nombre d'IFR retenues, montant du crédit octroyé,

		mis en place par les IFR pour l'acquisition de diverses semences	de recouvrement est satisfaisant	taux de recouvrement
	6.2 Mettre en place le fonds de crédit moyen et longs termes	6.2 Fonds de crédit de moyen et longs termes de 881,8 Millions FCFA mis en place pour l'acquisition des animaux performants, la construction de diverses infrastructures et le fonds de roulement pour les intrants.	6.2 Le crédit de moyen et longs termes est accordé aux éleveurs pour les investissements et le taux de recouvrement est satisfaisant.	6.2 Montant du crédit octroyé, taux de recouvrement
<b>Composante G</b> Gestion du projet	7.1 Mettre en place un dispositif de gestion, de coordination et de suivi du Projet	7.1 Cellule de gestion du projet (9 cadres) et équipe de 14 partenaires techniques mises en place et dotées de moyens appropriés	7.1 Les prestations de la CGP et de l'équipe de partenaires sont conformes aux mandats confiés	7.1 Personnel mis en place et organisé, logistique et équipements acquis, nombre de partenariats réalisés
	7.2 Renforcer les capacités des agents du projet	7.2 Capacités des agents du Projet renforcées	7.2 Le volume et la qualité des prestations et la performance des experts sont améliorés	7.2 Nombre de sessions thématiques de formation, nombre de voyages d'étude, niveau d'exécution des activités du Projet
	7.3 mettre en place les outils de gestion, de suivi et de coordination du projet	7.3 Outils de gestion financière, de suivi-évaluation et de pilotage mis en place et fonctionnels	7.3 La gestion du Projet est performante et les activités et résultats sont correctement suivis	7.3 Outils de gestion mis en place, nombre d'audits réalisés, nombre de réunions de comité technique et de coordination, nombre d'évaluations

5. Pour chaque dimension du cadre logique, indiquer brièvement (deux phrases au plus) à quel point le cadre logique a contribué à la réalisation des objectifs mentionnés ci-après. Noter l'évaluation en utilisant l'échelle de notation fournie à l'appendice 1. En l'absence de cadre logique, attribuer à cette section la note 1.

CARACTERISTIQUES DU CADRE LOGIQUE		EVALUATION	NOTE
<b>LOGIQUE</b>	a) Prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	Le document initial du projet ne comportait pas de cadre logique. Cette lacune a été comblée par l'équipe de gestion du projet et les différentes composantes, malgré leur nombre élevé, ont été déclinées en résultats, puis en activités avec un enchaînement logique pour atteindre les objectifs du projet.	1
<b>MESURABLE</b>	b) Enonce les objectifs et les rendements de manière mesurable et quantifiable.	Dans le schéma de planification élaboré, les indicateurs initiaux ont été définis de manière explicite, mais les niveaux fixés ne sont pas tous réalistes. Les sources de vérification sont, pour la plupart, appropriées.	2
<b>DETAILLE</b>	c) Mentionne les risques et les hypothèses clés.	Les risques et les hypothèses initiaux relatifs aux aléas climatiques ont été clairement exprimés. Par contre, ceux liés au crédit et à la commercialisation n'ont pas bien tenu compte de la zone d'intervention du projet.	2

## D. RESULTATS ET RENDEMENTS

### I. PRODUITS OBTENUS

<p><b>Dans le tableau ci-dessous, évaluer pour chaque principale activité, <u>les réalisations par rapport aux résultats prévisionnels</u>, en se fondant sur le cadre logique présenté à la Section C. Noter le degré de réalisation des résultats attendus. Calculer les notes pondérées en proportion approximative du coût des activités du projet. La somme des notes pondérées s'affichera automatiquement et correspondra à la somme des notes pondérées. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.</b></p>				
PRINCIPALES ACTIVITES		Note de l'évaluation	Proportion des coûts du Projet en pourcentage (ainsi que mentionné dans le rapport d'évaluation)	Note pondérée (générée automatiquement)
Produits Attendus	Produits Obtenus			
<b>Composante A : Développement de la production</b>				
<b>Amélioration génétique du cheptel</b>				
1.1. Sélection massale des troupeaux bovins de race locale	200 vaches sélectionnées par les éleveurs eux-mêmes ; aucun objectif quantitatif n'était donné dans le rapport d'évaluation	2	0,27	0,0054
1.2. 1.2 75 000 doses de semences de zébus Girolando distribuées	Objectifs jugés irréalistes à la revue à mi-parcours et ramenés à 600 vaches à inséminer dans le PTAB 2008; 437 vaches effectivement inséminées	2	0,26	0,0052
1.3. 40 bovins géniteurs mâles de race Gir introduits	10 géniteurs Gir et 30 vaches Girolando placés au niveau de 29 producteurs	2	0,5	0,01
1.4. 840 caprins mâles de Maradi introduits	1.4 247 caprins (198 femelles et 49 mâles) placés chez 49 producteurs	1	0,16	0,0016
<b>Amélioration des conditions d'élevage</b>				
1.5. 20 parcs de vaccination construits	20 parcs de vaccination construits et fonctionnels	4	1,22	0,00488
1.6. 10 réfrigérateurs, 10 congélateurs, équipements vétérinaires et appui au fonctionnement de la DPRA et de la DGSV	10 congélateurs, 10 réfrigérateurs, équipements vétérinaires, équipements informatiques, réfection bâtiments et appui au fonctionnement de la DPRA et de la DGSV	4	3,19	0,1276

<b>Composante B : Aménagement et gestion des ressources naturelles</b>				
2.1. 30 forages équipés de pompes solaires, 40 puits pastoraux, 6 boulis construits et 6 mares surcreusées	6 boulis réalisés et 5 mares surcreusées ; 30 forages à pompe manuelle réalisés en remplacement des 40 puits pastoraux (incertitude d'approvisionnement en eau pour les puits suite à la baisse de la nappe phréatique); 7 forages à pompe solaire réalisés (objectifs révisés à la revue à mi-parcours en raison dépassement des coûts prévus).; 54 forages à pompe manuelle, 3 mares et déversoir du barrage de Djibo réhabilités suite aux problèmes de ravinement et d'ensablement (objectifs non prévus initialement)	3	8,64	0,2592
2.2. 3000 ha de pâturages naturels aménagés	3290 ha de pâturages naturels aménagés, mais pas de mécanisme viable de gestion ou de protection	2	1,91	0,0573
2.3. 200 km de pistes à bétail réhabilitées	100 km de pistes à bétail réhabilités	2	0,58	0,0116
2.4. 3 500 ha de terres dégradées récupérées par des travaux mécaniques	3 900 ha de terres dégradées récupérées mais pas de mécanisme viable de gestion ou de protection	2	3,79	0,1137
2.5. 2 500 ha reboisés et des foyers améliorés vulgarisés	1 690 ha reboisés et 2 538 foyers améliorés confectionnés par 1 200 monitrices endogènes formées	3	2,31	0,0693
2. 6. 2 500 ha de sites anti érosifs collectifs aménagés	874 ha des sites anti érosifs aménagés	2	1,1	0,022
2.7. Mesures spécifiques de santé pour les femmes et les enfants mises en œuvre	Campagnes de vaccination anti polio organisées pour les femmes et les enfants chaque année de 2004 à 2007	3	0,03	0,0009
2.8. Un plan de gestion environnementale et sociale est élaboré et mis en œuvre	Un plan de gestion environnementale et sociale est élaboré, mais mis en œuvre partiellement	2	0,9	0,018
<b>Composante C : Animation, vulgarisation et recherche-développement</b>				
3.1. Une équipe pluridisciplinaire de 5 experts et 18 animateurs mise en place, les PDV réalisés et 9 CPS installés	Une équipe pluridisciplinaire de 5 experts et 18 animateurs mise en place par SOFRECO avec une année de retard.	3	14,6	0,438

3.2. Vulgarisation assurée par un dispositif d'encadrement de 25 agents des structures pérennes de terrain	Vulgarisation assurée par un dispositif constitué de 9 conseillers en élevage, 9 agents de santé animale et 6 conseillers agricoles	4	1,165	0,0466
3.3. Recherche-développement assurée par 5 partenaires techniques identifiés	Recherche-développement assurée par INERA et CNIA (amélioration génétique et alimentation animale), DGSV (santé animale), IFDC et BUNASOLS (fertilité des sols, intégration agriculture et élevage)	4	1,165	0,0466
<b>Composante D : Restructuration et renforcement des OPA</b>				
4.1. 400 groupements villageois et 9 unions de groupements restructurés	70 groupements jugés viables ont été restructurés sur 476 groupements répertoriés (restructuration selon la loi 014/99/AN autour des filières lait, bétail/viande, fruits et légumes, aviculture, niébé, semences céréalières); 3 unions départementales installées	3	4,63	0,1389
4.2. 400 OPA appuyées et formées et 2720 éleveurs formés	70 OPA appuyées et formées dans les domaines de la gestion, de la comptabilité et de l'organisation; les éleveurs ont été formés dans les domaines de l'alimentation, des techniques d'embouche, de la production et de la conservation des fourrages mais les statistiques ne sont pas disponibles sur le nombre exact formé.	3	0,005	0,00015
4.3. 2000 éleveurs alphabétisés et 2000 éleveurs formés par la post alphabétisation	3427 producteurs dont 59,8% de femmes alphabétisés; volet post alphabétisation non réalisé en raison fin contrat du prestataire.	2	0,32	0,0064
<b>Composante E : Appui à la commercialisation et à l'approvisionnement des intrants</b>				
5.1. Laiterie privée de 1000 litres mise en place et fonctionnelle grâce au volet crédit	Laiterie non réalisée faute de promoteur privé intéressé à prendre en charge le financement sur fonds propres (IFR locales incapables d'assurer un investissement de 300 Millions F CFA à long terme). Mais des études de faisabilité ont été réalisées par le projet	2	0,8	0,016

5.2. Marché à bétail de Djibo aménagé par la création d'un parc de nuit de 10 ha et d'une aire de pâturage de 100 ha	Marché à bétail de Djibo aménagé par la réfection partielle de parcs et de bâtiments, la création d'une aire de pâturage de 330 ha et la mise en place non prévue d'une clôture de sécurité	3	0,22	0,0066
5.3. Système d'information sur le marché à bétail de Djibo mis en place et fonctionnel	Aucun système structuré d'information sur le marché n'a été mis en place; mais les informations collectées au niveau du marché de Djibo servent à alimenter le SIM national	1	0,24	0,0024
5.4. Une radio rurale mise en place et fonctionnelle	Une radio en fréquence modulée mise en place et fonctionnelle depuis fin août 2009, après un retard de 6 ans	3	1,17	0,0351
5.5. 10 aires d'abattage construites et fonctionnelles	10 aires d'abattage construites dans 10 villages de la province et fonctionnelles, mais l'entretien doit être amélioré	3	0,4	0,012
5.6. 35 km de piste entre Djibo et Nassoumbou réhabilités	45 km de piste réalisés suite à modification du tracé recommandée par études techniques et ceci après un retard de plus de 2 ans	3	11,43	0,3429
<b>Composante F : Crédit aux producteurs</b>				
6.1. Fonds de crédit court terme de 160,75 Millions F CFA mis en place par les IFR pour l'acquisition de diverses semences	Aucun crédit court terme accordé par les IFR retenus (URC-BAM et CVECA) pour l'acquisition des semences, cette stratégie s'étant révélée inappropriée	1	0	0
6.2. Fonds de crédit moyen et long termes de 881,8 Millions F CFA pour l'acquisition des animaux performants, la construction de diverses infrastructures et le fonds de roulement pour les intrants	Fonds de crédit de MLT de 329,7 Millions FCFA mis en place pour l'acquisition des animaux performants et les activités génératrices de revenus (embouche bovine et ovine, commerce du bétail, labours). Mais les infrastructures de soutien à la production n'ont pas été financées par ce crédit en raison du refus des IFR	2	4,03	0,0806

<b>Composante G : Gestion du Projet</b>				
7.1. Cellule de gestion du projet (9 cadres) et une équipe de partenaires techniques mises en place et dotées de moyens appropriés	Cellule de gestion du projet de 9 cadres mise en place (effectif réduit à 6 à la revue à mi parcours); 14 partenaires techniques liés au projet par des protocoles d'accord ou des contrats	3	15,08	0,4524
7.2. Capacités des agents du projet renforcé	Agents du projet formés par Programme AMTA et ont bénéficié de voyages d'études ; mais certains domaines comme le SE non suffisamment pris en compte.	2	1,29	0,0258
7.3. Outils de gestion financière, de suivi et évaluation et de coordination mis en place et fonctionnels	Outils de gestion élaborés et utilisés (schéma de planification, manuel de procédures, programmes d'activités et budget annuel). Organes de coordination, de contrôle et de suivi évaluation mis en place et fonctionnels, mais le suivi évaluation handicapé par absence de dispositif opérationnel et inexistence d'une ligne budgétaire pour ses activités. Comité régional de coordination remplacé à partir de 2008 par Comité de pilotage conformément à nouvelle réglementaire sur les projets.	2	17,76	0,3552
			100	
<b>NOTE GENERALE DES RESULTATS</b> [correspond à la somme des notes pondérées]				<b>3</b>



**Cochez ici pour ignorer la note autocalculée**

<b>Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée</b>	
<b>Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée</b>	<b>3</b>

## II. REALISATIONS / EFFETS OBTENUS

<p><b>1. En utilisant les données disponibles sur le suivi, évaluer la réalisation des rendements attendus. Importer les rendements attendus du cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier. Cadre logique présenté dans la Section C. Attribuer une note pour le degré de réalisation des rendements attendus. La note générale des rendements sera automatiquement calculée et correspondra à la moyenne des notes de l'évaluation. Ignorer la note automatiquement calculée, si vous le souhaitez, et justifier.</b></p>		
RESULTATS		Note de l'évaluation
Prévisions	Réalisations	
<b>Composante A : Développement de la production</b>		
1.1. Les bovins de race locale les plus performants en viande sont sélectionnés	200 vaches locales de la race locale zébu peulh ont été sélectionnées par les éleveurs eux-mêmes sur la base des critères phénotypiques et de performance des descendants en viande et en lait. Pas d'objectif quantitatif fixé au départ	2
1.2. Le potentiel génétique des bovins est amélioré et la production laitière augmentée à travers l'insémination artificielle	De 2007 à 2009, 437 vaches ont été effectivement inséminées avec des semences de Gir, Holstein, Montbéliard, Brune des Alpes, au lieu de semences de Gir uniquement. L'opération a conduit à 128 naissances et le taux moyen de réussite est de 36,3%. Les produits F1 ont été inséminés et les mises bas sont attendues pour permettre d'évaluer les performances en lait	2
1.3. Le potentiel génétique des bovins est amélioré et la production laitière augmentée à travers le croisement par monte naturelle	Au lieu de 40 géniteurs Gir pour assurer le croisement par monte naturelle, 10 géniteurs Gir et 30 vaches ont été placés. Les performances pondérales des produits Gir x Girolando sont nettement plus élevées que celles des races locales : poids à la naissance = 27 à 33 kg contre 18 à 21 kg ; poids à 6 mois = 180 kg contre 80 kg. La production journalière de lait varie de 7 à 12 litres contre 2 à 4 litres. La conduite de ces animaux sur le mode traditionnel et les contraintes alimentaires ne permettent pas la pleine expression du potentiel génétique.	2
1.4. Le potentiel génétique des caprins est amélioré et la production laitière augmentée	Au lieu de 845 caprins mâles pour assurer le croisement par monte naturelle, 49 mâles et 198 chèvres rousses de Maradi ont été introduits. Par manque de suivi, les performances pondérales et laitières n'ont pas été mesurées. De 2004 à 2009, les mises bas ont donné 430 produits de race pure et 535 métis.	2

1.5. Les parcs de vaccination sont construits et fonctionnels, l'état sanitaire du cheptel est amélioré	Les 20 parcs de vaccination ont été construits et ont facilité l'organisation régulière des campagnes de vaccination. Le taux de couverture vaccinale est passé de 12,5 % en 2002 à 46,05 % en 2009 alors que la moyenne nationale pour la PPCB est de 20%.	4
1.6. Les structures pérennes impliquées sont efficaces dans leurs interventions en santé animale	Sur la base des visites hebdomadaires, les agents de la DPRA ont assuré le suivi sanitaire et zootechnique des Gir et Girolando au niveau des éleveurs. Ils ont appuyé la DGSV (réalisation des prélèvements) dans la réalisation des tests de détection de la brucellose et de la tuberculose avant les opérations d'insémination artificielle	3
<b>Composante B : Aménagement et gestion des ressources naturelles</b>		
2.1. La disponibilité, la régularité et la qualité de l'eau d'abreuvement sont améliorées grâce à la mise à disposition ou à la réhabilitation d'infrastructures hydrauliques.	Grâce à la réalisation 6 boulis, de 5 mares, de 30 forages à pompe manuelle, de 7 forages à pompe solaire et de la réhabilitation de 54 forages et de 3 mares, le maillage hydraulique a été intensifié. Il en a résulté une réduction de la transhumance et une baisse des conflits entre éleveurs et agriculteurs.	3
2.2. La disponibilité en pâturage est améliorée	L'aménagement de 3 290 ha de pâturage a permis d'améliorer la disponibilité en ressources fourragères. Mais aucun mécanisme viable de gestion n'a été mis en place pour protéger ces zones aménagées.	2
2.3. L'accès du bétail aux zones d'élevage est amélioré	La réalisation de 100 km de piste à bétail sur les 200 prévus permet de faciliter la circulation des animaux et de réduire les conflits entre éleveurs et agriculteurs	2
2.4. Des superficies de terres dégradées sont effectivement récupérées et disponibles pour le reboisement ou les activités pastorales	3 900 ha de terres ont été effectivement récupérées et orientées selon les communes vers l'aménagement des pâturages, le reboisement ou les activités de production végétale. Mais ces zones restent fragiles car aucun mécanisme viable de gestion ou de protection n'a été encore mis en place.	2
2.5. Des superficies sont effectivement reboisées et des foyers améliorés assurant une économie du bois sont vulgarisés.	Sur les terres dégradées, la réalisation de 1 690 ha de reboisement permet de contribuer à la lutte contre la désertification. Grâce à la formation de monitrices endogènes, 2 538 foyers confectionnés et vulgarisés permettent de réaliser une économie de bois dans les ménages.	3

2.6. Des superficies sont effectivement aménagées avec des dispositifs anti érosifs fonctionnels	Grâce à l'utilisation de diverses techniques (zaï, cordons pierreux, diguettes), 874 ha de sites anti érosifs collectifs ont été aménagés. Mais ces sites restent fragiles en l'absence de mécanisme viable de protection et de gestion	2
2.7. L'amélioration du cadre de vie est assurée pour les femmes et les enfants	Les campagnes de vaccination anti-polio organisées chaque année ont permis de protéger plus de 100 000 femmes et enfants de 2004 à 2007	3
2.8. Les impacts environnementaux négatifs du projet sont atténués	Les indicateurs ont été clairement définis dans le Plan de gestion environnementale et sociale, mais en raison du retard dans la réalisation des infrastructures, les mesures n'ont pas été mises en œuvre avant la fin du contrat du prestataire	2
<b>Composante C : Animation, vulgarisation et recherche-développement</b>		
3.1. Un processus participatif d'animation /sensibilisation est développé dans la zone du projet	L'équipe pluridisciplinaire de 5 experts et 18 animateurs mise en place par SOFRECO avec une année de retard a permis de réaliser 75 PDV (objectifs réduits de 45% en raison intervention autres partenaires) et de mettre en place un Centre provincial de prestations de services pour la filière bétail et viande au lieu de 9 centres départementaux (changement de stratégie orientée sur l'organisation par filière)	2
3.2. Un système participatif de vulgarisation et un dispositif fonctionnel d'appui conseil rapproché sont mis en place et fonctionnent	Le dispositif d'appui conseil mis en place ( 9 conseillers en élevage, 9 agents de santé animale et 6 conseillers agricole) a assuré : (i) l'encadrement de 183 villages et 85 525 producteurs en élevage dont 35,3 % de femmes, (ii) la mise en place 850 groupes de travail en élevage dont 20% sont féminins, (iii) la mise en place 550 groupes de travail dans le domaine agricole dont 35,4% de femmes. Le taux moyen d'adoption des thèmes diffusés est de 47 % (domaines de la santé et de l'alimentation animales, amélioration génétique, petite irrigation et production maraîchère, production et utilisation de la fumure organique etc.	3
3.3. Un système de recherche participative et d'action est mis en place	Les partenaires techniques identifiés ont rempli leurs missions et des fiches techniques ont été élaborées dans le domaine de l'élevage, sur la fertilité des sols et les cultures fourragères. Mais les interventions ont pris fin avant l'échéance du projet.	2

<b>Composante D: Restructuration et renforcement des OPA</b>		
4.1. Le fonctionnement des OPA restructurées est amélioré	Le processus de restructuration a conduit à l'identification de 70 groupements viables dont le fonctionnement et l'organisation ont tenu compte des dispositions de la loi 014/99/AN portant réglementation des sociétés coopératives et groupements au Burkina Faso. Cette restructuration autour des filières prioritaires (lait, bétail/viande, aviculture, fruits et légumes, niébé, semences céréalières) a rendu les groupements plus dynamiques.	2
4.2. Les capacités des OPA et des éleveurs sont renforcées	Les thématiques développées (gestion, organisation, comptabilité) étaient pertinentes par rapport à l'objectif visé mais le niveau d'appropriation reste encore très faible.	
4.3. Les capacités des éleveurs sont renforcées	Le projet a jeté les bases de l'alphabétisation, mais la post alphabétisation qui permet d'assurer la consolidation n'a pas pu être réalisée avant la fin du contrat du prestataire.	2
<b>Composante E : Appui à la commercialisation et à l'approvisionnement des intrants.</b>		
5.1. La commercialisation des produits laitiers est améliorée dans la Province du Soum	La laiterie de 1000 litres censée contribuer à améliorer la commercialisation lait n'a pas été installée, la stratégie prévue s'étant révélée inappropriée. Cependant, le projet a appuyé l'élaboration de 4 micros projets au profit de 2 groupements de femmes et de 2 promoteurs privés tandis que 4 groupements des filières lait ont bénéficié de 7 bidons de collecte de lait d'une capacité de 30 litres	1
5.2. Les capacités de fonctionnement du marché de Djibo sont améliorées	Les divers appuis fournis (réfection parcs et bâtiments, clôture partielle) ont permis d'améliorer les conditions de fonctionnement du marché de Djibo. Mais, la zone aménagée de 330 ha de pâturage s'est très vite dégradée suite à une mauvaise gestion.	2
5.3. La commercialisation du bétail est améliorée au niveau du marché de Djibo	Le marché de Djibo n'a pas bénéficié d'un système structuré d'information pouvant améliorer la commercialisation du bétail. Les informations qui y sont collectées servent à alimenter le SIM national	1
5.4. La diffusion des informations sur le marché de Djibo est améliorée	La radio en fréquence modulée n'a été installée qu'à la fin du projet et n'a donc pas pu apporter la contribution escomptée dans la diffusion des informations sur le marché de Djibo. Mais l'exploitation du potentiel actuel pourrait améliorer considérablement la commercialisation du bétail	2

5.5. Les conditions de salubrité des viandes sont améliorées	Dans les villages bénéficiaires des aires d'abattage, les conditions d'abattage se sont nettement améliorées. Cependant, le manque d'eau ne permet pas d'assurer un entretien adéquat dans certains villages.	2
5.6. L'écoulement des produits entre Djibo et Nassoumbou est facilité	Les entraves à la commercialisation des produits qui étaient particulièrement fortes pendant la saison des pluies sont levées actuellement avec les ouvrages réalisés sur la piste Djibo-Nassoumbou	3
<b>Composante F : Crédit aux producteurs</b>		
6.1. L'acquisition des semences est assurée et le taux de recouvrement du crédit est satisfaisant	L'acquisition de semences notamment de semences animales par le crédit s'est heurtée aux contraintes socio-culturelles du milieu. Les IFR retenues n'étaient pas également disposées à financer cette acquisition.	1
6.2. Le crédit de moyen et longs termes est accordé aux éleveurs pour les investissements et le taux de recouvrement est satisfaisant	Les deux IFR retenues ont placé 310 875 000 F CFA qui ont servi à financer essentiellement les activités d'emboche bovine et ovine, le commerce du bétail, les labours etc. Ces crédits ont été remboursés à 100 %. Le crédit direct aux bénéficiaires des bovins brésiliens et des caprins, géré par le projet lui-même, s'élève à 67 265 000 F CFA. Ce montant ramené à 31.380.000 F CFA pour tenir compte des prix pratiqués au niveau national, a été remboursé à 74 % pour les bovins brésiliens et à 46% pour les caprins du Niger	2
<b>Composante G : Gestion du Projet</b>		
7.1. Les prestations de la Cellule de gestion du projet et de l'équipe de partenaires sont conformes aux mandats confiés	La grande mobilité du personnel a pénalisé l'efficacité de la cellule de gestion du projet. Par ailleurs, la faible capacité de coordination de la CGP et l'absence d'indicateurs de résultats dans les protocoles liant certains partenaires au projet ont été à l'origine des retards enregistrés. Les plus grosses réalisations ont été concentrées dans la période 2007-2009.	2
7.2. Le volume et la qualité des prestations et la performance des experts sont améliorés	L'équipe du projet a bénéficié de quelques formations assurées essentiellement par le Programme AMTA. Mais ces formations se sont révélées insuffisantes pour améliorer la performance des experts.	2

7.3. La gestion du projet est performante et les activités et résultats sont correctement suivis	La rigueur et l'efficacité dans la gestion du projet n'ont été notées qu'au cours de la période 2007-2009. L'absence de dispositif opérationnel pour le suivi-évaluation et la faiblesse des moyens affectés n'ont pas permis d'assurer un suivi correct du projet. Les résultats et les effets n'ont pas pu être évalués de manière exhaustive à la fin du projet.	1
NOTE GENERALE DES RENDEMENTS Correspond à la moyenne des notes de [ évaluation]		2



Cochez ici pour ignorer la note autocalculée

<b>Donner les raisons pour lesquelles la note autocalculée a été ignorée</b>	
Inscrire la nouvelle note ou réinscrire la note autocalculée	2

<p><b>2. <u>Autres rendements</u> : Commenter les rendements additionnels non prévus dans le cadre logique, et qui portent notamment sur les questions transversales (genre, par exemple).</b></p>
<p>Les actions du projet ont permis de sortir certains groupes sensibles de la marginalisation. Ainsi, dans le cadre du volet crédit, le financement des activités génératrices de revenus ont permis de toucher 812 bénéficiaires individuels et 1 500 membres de 100 groupements dont 26,5% de groupements féminins. L'alphabétisation fonctionnelle a concerné 3 427 producteurs dont 59,8 % de femmes. Pour assurer la gestion rationnelle des points d'eau, le projet a appuyé, dans tous les villages bénéficiaires des forages à pompe manuelle, les associations des usagers de l'eau où toutes les composantes du milieu sont représentées : hommes, femmes, agriculteurs et éleveurs. Pour mener les activités de vulgarisation, la cellule d'exécution du projet s'est appuyée sur les structures pérennes de terrain du Ministère des Ressources Animales et du Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques dont les capacités d'intervention ont été renforcées. Dans le cadre des mesures spécifiques visant la protection de l'environnement, le projet a appuyé la formation de 1 200 monitrices endogènes qui ont réalisé et diffusé 2 538 foyers améliorés, contribuant ainsi à réduire le déboisement.</p>
<p><b>3. <u>Menaces qui pèsent sur la viabilité des rendements obtenus</u>. Souligner les facteurs qui affectent, ou pourraient affecter les rendements du projet à long terme ou leur viabilité. Mentionner toute nouvelle activité ou changement institutionnel éventuellement recommandé pour assurer la viabilité des rendements. L'analyse devra s'inspirer de l'analyse de sensibilité de l'annexe 3, si pertinent..</b></p>
<p>Les résultats les plus intéressants ont été obtenus à la fin du projet, notamment au cours de la période 2007-2009. Ces résultats restent encore fragiles et appellent la prise de mesures hardies pour préserver les acquis. La mise en œuvre du volet amélioration génétique a démarré sans schéma d'amélioration génétique précis, sans une préparation suffisante des éleveurs et sans les mesures d'accompagnement censées faciliter cette innovation. Pour tirer profit de cette intervention et éviter les croisements anarchiques, il est nécessaire de poursuivre, à travers les structures pérennes de la DPRA, l'appui conseil aux unités ayant reçu les animaux exotiques ou impliquées dans l'insémination artificielle, en mettant un accent particulier sur la gestion des produits issus du croisement. La DPRA dispose des moyens humains et matériels pour ce faire. Le processus d'adoption des textes réglementaires devrait être accéléré par le Gouvernement pour combler le vide législatif en matière d'amélioration génétique au Burkina Faso. Pour les terres dégradées et récupérées, il est nécessaire de mettre en place en liaison avec les communes, des mécanismes viables et durables de gestion pour protéger les activités pastorales ou de reboisement qui y sont menées. S'agissant des infrastructures hydrauliques, les structures pérennes de la DPRA et de la</p>

DPAHRH devront poursuivre l'appui aux comités de gestion récemment installés afin d'assurer une responsabilisation effective dans la prise en charge des dites infrastructures transférées aux communes. Le contrôle de l'utilisation de la radio « La voix du Soum » qui est déjà fonctionnelle, doit se poursuivre afin de s'assurer qu'elle contribue à la mise en place d'un système d'information sur le marché à bétail de Djibo et à la poursuite des activités de sensibilisation, d'information et de formation au profit des éleveurs. Dans ce cadre, le transfert de la gestion et de l'exploitation de la radio à la Mairie, qui est déjà en cours, doit être accéléré.

## E. CONCEPTION ET ETAT DE PREPARATION A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

**1. Indiquer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur se sont assurés que le projet tienne compte de la capacité de l'emprunteur à le mettre en oeuvre, en assurant sa bonne conception et en mettant en place le dispositif requis pour l'exécution. Analyser tous les aspects liés à la conception du projet. Les questions liées à la conception sont les suivantes: dans quelle mesure la conception du projet a-t-elle tenu compte des leçons tirées de précédents RAP dans le secteur ou dans le pays (citer quelques RAP clés); le projet repose-t-il sur de sérieuses études analytiques (citer quelques documents clés); dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont-ils convenablement évalué la capacité des organes d'exécution et de la cellule d'exécution du projet ; degré de consultations et de partenariats, justification économique du projet et les dispositions prises en matière d'assistance technique.**

**[250 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en oeuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

Le projet n'a pas suffisamment tenu compte des grandes leçons figurant dans le RAP de la première phase du PDES. On est passé de 11 composantes à 7 composantes en privilégiant le mode de « faire faire », mais la complexité et le nombre élevé d'activités à exécuter n'a pas tenu compte des capacités réelles de gestion et de coordination de la cellule d'exécution du projet. A la conception, un meilleur ciblage des activités et la recherche de cohérence dans la mise en oeuvre de certaines composantes (composante animation/sensibilisation et composante restructuration et renforcement des OPA confiées à 2 opérateurs différents) auraient certainement contribué à réduire le nombre d'intervenant et faciliter le suivi. Les difficultés du volet crédit n'ont pas été suffisamment prises en compte au cours de cette phase. L'inadaptation de la stratégie de mise en oeuvre du volet crédit par rapport à l'environnement de la zone du projet, aux activités à financer et aux capacités réelles des institutions financières rurales a largement contribué à la performance moyenne enregistrée. Une bonne analyse des difficultés de mise en oeuvre du suivi-évaluation aurait sans doute permis de mieux dimensionner le dispositif opérationnel à mettre en place et d'affecter les ressources financières appropriées.

A la conception, les dispositions institutionnelles du projet avaient été analysées et présentaient un schéma organisationnel à priori fonctionnel. Cependant, les capacités techniques et financières de certains prestataires nationaux, notamment celles des entreprises impliquées dans la réalisation des infrastructures, ne semblent pas avoir été suffisamment analysées. Par ailleurs, les contraintes agro-écologiques, la faible disponibilité des ressources pastorales et le faible niveau de monétarisation des systèmes d'élevage n'ont pas été suffisamment pris en compte.

A l'évaluation, les différentes catégories de bénéficiaires et les partenaires techniques ont été consultées. Mais les difficultés de mise en oeuvre du volet crédit et les résistances socioculturelles à l'insémination artificielle indiquent que la participation à l'expression des besoins n'a pas été satisfaisante.

**2. Pour chaque dimension de la conception et de l'état de préparation à la mise en oeuvre du projet, présenter une brève évaluation (deux phrases au plus). Attribuer une note d'évaluation en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.**

<b>ASPECTS LIES A LA CONCEPTION ET A L'ETAT DE PREPARATION DE LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET</b>		<b>EVALUATION</b>	<b>Note de l'évaluation</b>
<b>REALISME</b>	a) Du fait de sa complexité, le projet est sous-tendu par une analyse de la capacité du pays et de son engagement politique.	Le projet est en cohérence avec les axes stratégiques du Gouvernement en matière de développement du sous-secteur de l'élevage. Il soutient l'engagement politique du gouvernement en matière de renforcement de la sécurité alimentaire et la de la réduction de la pauvreté des populations. Cependant, son dimensionnement opérationnel n'a pas suffisamment tenu compte des contraintes agrosocioculturelles de la province du Soum et des capacités réelles de la Cellule d'exécution du projet.	3
<b>EVALUATION DU RISQUE ET ATTENUATION</b>	b) La conception du projet tient suffisamment compte de l'analyse des risques	Les principaux risques ont été analysés à la conception du projet et les mesures d'atténuation décrites. Cependant, les risques institutionnels et ceux liés au crédit et à la commercialisation n'ont pas bien tenu compte de la zone d'intervention du projet.	2
<b>UTILISATION DES SYSTEMES DU PAYS</b>	c) Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres sont fondés sur des systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires	Les procédures d'acquisition mises en oeuvre sont celles de la Banque tout en respectant le Code des marchés publics du Gouvernement. La gestion financière a suivi le système SYSCOA. Le suivi a associé les services concernés de l'Etat (DEP du MRA et DGCOOP du MEF).	3

Pour les dimensions ci-après, attribuer des notes d'évaluation distinctes pour la performance de la Banque et la performance de l'emprunteur :			Note de l'évaluation	
			Banque	Emprunteur
<b>CLARITE</b>	d) Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies.	Les responsabilités de la cellule de gestion du projet ont été clairement définies dans le rapport d'évaluation du projet. Mais les changements fréquents au niveau de l'équipe (3 coordonnateurs et 4 responsables financiers) ont nuit à son efficacité.	2	2
<b>PREPARATION A LA PASSATION DES MARCHES</b>	e) Les documents requis pour l'exécution (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation.	Le rapport d'évaluation a décrit les dispositions relatives à l'acquisition des biens, services et travaux et la documentation y relative était disponible. Mais les procédures de passation des marchés n'étaient pas bien maîtrisées par l'équipe du projet qui ne disposait pas en son sein d'un spécialiste en acquisition. La situation s'est améliorée à partir de 2007 avec l'appui du spécialiste du BFFO.	2	3
<b>PREPARATION AU SUIVI</b>	f) Les indicateurs et le plan de suivi sont adoptés.	Le projet a pallié l'absence de cadre logique en élaborant un schéma de planification adopté en 2004 avec spécification des indicateurs par catégorie et un plan de suivi.	2	2
<b>DONNEES DE REFERENCE</b>	h) La collecte des données de référence est achevée ou en cours.	La situation de référence n'a été réalisée qu'en 2004 (2 ans après le démarrage du projet), mais les données collectées sont incomplètes et peu spécifiques	2	2

## F. MISE EN ŒUVRE

**1. Donner les principales caractéristiques de l'exécution du projet quant aux aspects suivants: respect des calendriers, qualité des constructions et autres travaux, performance des consultants, efficacité de la supervision par la Banque et efficacité de la surveillance par l'emprunteur. Déterminer dans quelle mesure la Banque et l'emprunteur ont veillé au respect des mesures de sauvegarde.**

**[300 mots au plus. [Tout autre propos concernant la mise en oeuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

*Respect du calendrier* : Le projet a effectivement démarré ses activités en février 2002 après le premier décaissement, avec un retard de 18 mois qui s'est répercuté sur le calendrier d'exécution. Le grand décalage observé est surtout dû au retard dans la réalisation des infrastructures qui a entraîné trois prorogations de la date du dernier décaissement du projet : du 01/10/2007 au 30/09/2008, du 01/10/2008 au 30/09/2009 et du 01/10/2009 au 30/11/2009.

*Qualité des constructions et autres travaux* : Dans l'ensemble, l'exécution des différents marchés (57 au total) s'est déroulée conformément aux procédures prévues et avec l'appui des missions de contrôle effectuées par les bureaux spécialisés. Mais des retards implorants ont été enregistrés dans l'exécution de certains marchés comme les forages et la piste Djibo-Nassoumbou (4 ans de retard), la radio rurale (6 ans de retard) en raison de la faible capacité technique et financière de certaines entreprises et de la durée de certaines études d'exécution qui n'étaient pas toutes pertinentes. Dans l'ensemble, la qualité des travaux a été jugée satisfaisante et aucune défaillance majeure n'a été signalée.

*Performance des consultants* : Les services rendus par les divers consultants (études, recherche-développement, audit, évaluation à mi-parcours etc.) sont jugés globalement satisfaisants.

*Efficacité de la supervision* : La Banque a conduit au total 7 missions d'appui dont 5 missions de supervision, une mission d'amélioration des performances du portefeuille et une mission de revue à mi-parcours. Ces missions, à travers les visites de terrain, ont permis d'apporter des améliorations aux programmes élaborés par le projet et d'influer positivement sur la qualité de ses interventions. Après une analyse approfondie de la situation du projet et des difficultés d'exécution par composante, la mission de revue à mi-parcours intervenue presque à la date initiale de clôture, a procédé à une réorientation sur les activités prioritaires susceptibles de donner plus de visibilité au projet. Mais, il convient de signaler que les changements fréquents de task manager ont été à l'origine des retards dans le traitement de certains dossiers et ont pénalisé le suivi correct du projet.

*Efficacité de la surveillance par l'emprunteur* : Les différents organes de contrôle et de suivi prévus (comité régional de coordination, remplacé par la suite par le comité de pilotage, missions de suivi DEP/MRA et DGCOPP/MEF) ont été mis en place et ont fonctionné de manière régulière, mais ils ont manqué de rigueur dans le suivi de la mise en œuvre des recommandations des missions de la Banque.

*Mesures de sauvegarde* : La Banque a attaché une importance à la réalisation du volet relatif au suivi environnemental. Le plan de gestion environnementale et sociale a été élaboré par la Direction Générale de l'Amélioration du Cadre de Vie avec une définition claire des indicateurs et des mesures d'atténuation des impacts négatifs autour des infrastructures hydrauliques. La mise en œuvre n'a été que très partielle en raison de la non réalisation à temps des infrastructures prévues.

**2. Commenter le rôle des autres partenaires (bailleurs de fonds, ONG, entreprises, etc.). Evaluer l'efficacité des modalités de cofinancement et de la coordination des bailleurs de fonds, le cas échéant.**

Le projet a collaboré avec 14 partenaires techniques résultant de la stratégie du « faire faire » et couvrant des domaines très variés comme l'animation/sensibilisation, le renforcement des OPA, la recherche-développement, la vulgarisation. La faible capacité de coordination de l'équipe du projet ne lui a pas permis d'assurer un phasage correct des interventions. Par ailleurs, la performance de certains partenaires est difficile à évaluer, faute d'indicateurs de résultat dans le protocole d'accord les liant au projet.

**3. Harmonisation. Indiquer si la Banque s'est explicitement employée à harmoniser les instruments, systèmes et/ou approches avec les autres partenaires.**

A l'évaluation, la Banque avait prévu d'harmoniser l'approche d'intervention du projet avec celle du Projet d'appui au programme Sahel burkinabè financé par le PNUD et le FENU et intervenant dans la province du Soum. Il avait envisagé l'utilisation d'une équipe pluridisciplinaire commune pour le suivi-évaluation. Malheureusement, ce projet a pris fin au démarrage des activités du PDES II.

4. Pour chaque aspect de la mise en œuvre du projet, indiquer dans quelle mesure le projet a atteint les objectifs ci-après. Présenter une évaluation succincte (deux phrases au plus) et attribuer une note d'évaluation, en utilisant l'échelle de notation figurant à l'appendice 1.

ASPECTS LIES A LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET		EVALUATION		Note de l'évaluation
RESPECT DU CALENDRIER	a) degré de respect de la date prévue de clôture. Si l'écart à droite est:	Ecart en mois entre la date prévue de clôture et la date effective de clôture ou la date de réalisation de 98% de décaissement	Retard accusé lié aux difficultés de réalisation des infrastructures	2
	inférieur à 12, notation 4 entre 12.1 et 24, notation 3 entre 24.1 et 36, notation 2 supérieur à 36.1, notation 1	26 mois		
PERFORMANCE DE LA BANQUE	b) Conformité de la Banque aux :			
	Mesures de protection environnementale	Le projet a eu des impacts positifs sur l'environnement par la récupération des terres dégradées, la réduction de la pression sur les ressources forestières à travers l'utilisation des foyers améliorés et les activités de reboisement. A travers les points d'eau aménagés, le projet a permis une utilisation plus homogène et plus rationnelle de l'espace pastoral.		2
	Dispositions fiduciaires	La Banque a traité 104 demandes de paiement direct, 7 fonds de roulement et un fonds de crédit. Des lenteurs ont été parfois notées dans le traitement de ces dossiers.		3
	Accords conclus dans le cadre du projet	La Banque a respecté ses engagements tels que stipulés dans l'Accord de prêt		4
	c) La supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions.	La Banque a réalisé au moins une mission de supervision par an. Ces missions ont été appuyées par des recommandations pertinentes et des matrices d'actions prioritaires. Mais ces missions n'ont pas toujours réuni toutes les compétences souhaitables.		3
d) La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante.	Les audits des comptes du projet ont été régulièrement réalisés (sauf celui de 2009 qui est attendu au plus tard le 30 juin 2010) et les rapports ont été validés par la Banque. Une mission d'audit interne de la Banque a été effectuée en 2007 et les recommandations ont été mises en œuvre, ce qui a permis d'améliorer la gestion administrative, comptable et financière du projet.		3	

<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>e) L'emprunteur s'est conformé aux:</b>		
	Mesures de protection environnementale	Après la phase de diagnostic, la Direction Générale de l'Amélioration du Cadre de Vie a élaboré le plan de gestion environnementale et sociale. Ce plan qui prévoyait les mesures d'atténuation des impacts négatifs autour des infrastructures hydrauliques, n'a été mis en œuvre que très partiellement en raison de la non réalisation à temps des dites infrastructures.	2
	Dispositions fiduciaires	Les engagements financiers de l'Emprunteur ont été respectés à hauteur de 68,6%. Mais l'évaluation financière de la contribution des bénéficiaires aux travaux de récupération des terres dégradées, de reboisement et de construction des pistes à bétail, n'a pas été communiquée.	2
	Accords conclus dans le cadre du projet	L'Emprunteur a respecté les engagements tels qu'ils sont stipulés dans l'Accord de prêt même si des retards ont été observés pour la satisfaction à certaines conditions préalables à la mise en vigueur du prêt. Les protocoles d'accord liant le projet à certains partenaires techniques ne comportent pas d'indicateurs de résultats, rendant ainsi difficile une évaluation objective de leurs performances.	3
	f) L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées de la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	L'Emprunteur a toujours accordé toute l'importance aux recommandations des missions de supervision. Mais au niveau central, des insuffisances sont notées dans le suivi de la mise en œuvre des dites recommandations.	2
	g) L'emprunteur a collecté et utilisé, pour les prises de décisions, les informations tirées du processus de suivi.	L'absence de dispositif opérationnel et le manque de ressources financières adaptées, n'ont pas toujours permis au suivi-évaluation de fournir à temps, toutes les informations utiles pour les prises de décision. Les indicateurs d'effet n'ont pas pu être évalués.	2

## G. ACHEVEMENT

<b>1. Le PAR a-t-il été fourni à temps, conformément à la Politique de la Banque?</b>			
<b>Date de réalisation de 98% de décaissement (ou date de clôture, si applicable)</b>	<b>Date PAR été envoyé a pcr@afdb.org</b>	<b>Ecart en mois</b>	<b>NOTE DE L'EVALUATION (généralisé automatiquement) Si l'écart est égale ou inférieur a 6 mois, la note est de 4. Si l'écart est supérieur à 6 mois, la note est de 1.</b>
30 novembre 2009		6	4

**Décrire brièvement le processus RAP. Décrire la manière dont l'emprunteur et les cobailleurs ont participé à l'établissement du document. Souligner toute incohérence dans les évaluations présentées dans le présent RAP. Donner la composition de l'équipe et confirmer si une visite approfondie a été effectuée. Mentionner toute collaboration substantielle avec d'autres partenaires au développement. Indiquer dans quelle mesure le bureau de la Banque dans le pays s'est impliqué dans l'établissement du présent rapport. Indiquer si les commentaires de la revue des pairs ont été fournis à temps (indiquer les noms et les titres des pairs de revue).**

**[150 mots au plus]**

La mission d'achèvement comprenait un agroéconomiste, un zootechnicien, une assistante aux décaissements et un assistant aux acquisitions. Ces profils sont en adéquation avec l'essentiel des activités du Projet. Les ¾ des membres de la mission ont été fournis par BFFO. Leurs connaissances des institutions et des réalités du terrain ont permis une efficacité dans la réalisation du travail. La mission a bénéficié de la forte contribution de l'équipe du Projet qui a été mobilisée tant pour le travail de bureau que pour la visite de terrain. L'échantillonnage retenu pour les visites dans les différentes communes et les discussions menées avec les autorités locales, les bénéficiaires et les partenaires sur le terrain ont permis de mieux appréhender les réalités et les résultats obtenus. Les échanges ont permis de noter un intérêt manifeste des populations pour les réalisations du projet. Ce RAP est donc le produit d'un travail participatif, impliquant toutes les parties prenantes et intègre les enseignements tirés des discussions tenues avec les différents intervenants.

## H. LECONS TIREES DE L'EVALUATION

Résumer les principales leçons que la Banque et l'emprunteur peuvent éventuellement tirer des rendements du projet.

**[300 mots au plus. Tout autre propos concernant la mise en oeuvre devra être présenté à l'annexe 6 intitulé : Description du projet]**

Les rendements du PDES II ont été influencés par un certain nombre de facteurs que la Banque et l'emprunteur devraient prendre en compte pour la conception et la mise en œuvre de projets futurs. Les plus importants de ces facteurs sont les suivants :

- Les contraintes agro-écologiques, la disponibilité en ressources pastorales (eau plus aliments en quantité et en qualité) et le niveau de monétarisation des systèmes d'élevage sont des facteurs essentiels dans la détermination des schémas réalistes et viables d'intensification des productions animales.
- La prise en compte du contexte socioculturel d'intervention du projet et l'implication effective des bénéficiaires dans l'identification des priorités et des solutions techniques adaptées sont des éléments déterminants dans l'amélioration de la qualité des projets à l'entrée et dans l'atteinte des objectifs.
- La promotion de l'émergence d'un entrepreneurship local doté de ressources humaines et financières adéquates durant l'exécution du projet pourrait largement contribuer à la pérennisation des activités génératrices de revenus.
- L'approche d'exécution du projet par le « faire faire » exige une équipe de gestion de projet dynamique avec de fortes capacités de coordination et une vision globale sur l'articulation des interventions pour éviter les déphasages et renforcer les synergies entre les divers intervenants. Cette approche nécessite la détermination d'indicateurs de résultats pour permettre une évaluation objective des performances des intervenants.
- La mise en place d'un dispositif de suivi-évaluation dès le démarrage des projets avec les ressources financières nécessaires et une équipe appropriée (spécialistes de S&E et analyste de données) sont indispensables pour assurer un pilotage adéquat.
- La réalisation des infrastructures dès les premières années des projets, combinés aux renforcements des capacités des bénéficiaires ciblés sur l'utilisation optimale des investissements, sont des facteurs déterminants pour la pérennisation des ouvrages. Dans ce cadre, le recours à des instruments appropriés comme le PPF, dès le stade de préparation, permet de réaliser à temps les études techniques et de créer ainsi les conditions nécessaires pour un bon démarrage et une exécution rapide des projets.

## I. RESUME DES NOTES OBTENUES PAR LE PROJET

Toutes les notes de l'évaluation sont automatiquement calculées par l'ordinateur à partir de la section pertinente du RAP

CRITERES	SOUS-CRITERES	Note de l'évaluation
RENDEMENT DU PROJET	Réalisation des résultats	3
	Réalisation des rendements	2
	Respect du calendrier	2
	<b>NOTE GENERALE DES RENDEMENTS DU PROJET</b>	<b>2</b>
PERFORMANCE DE LA BANQUE	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les objectifs du projet sont pertinents pour les priorités de développement du pays	3
	Les objectifs du projet sont réalisables au regard des contributions au projet et du calendrier prévisionnel	2
	Les objectifs du projet sont conformes à la stratégie nationale ou régionale de la Banque	3
	Les objectifs du projet sont conformes aux priorités générales de la Banque	3
	Le cadre logique prévoit un enchaînement causal logique pour la réalisation des objectifs de développement du projet.	1
	Les objectifs et les rendements, ainsi qu'ils sont présentés dans le cadre logique, sont mesurables et quantifiables	2
	Le cadre logique présente les risques et les hypothèses clés	2
	La capacité et l'engagement politique du pays sont à la hauteur de la complexité du projet	3
	La conception du projet contient une analyse satisfaisante des risques	2
	Les systèmes de passation des marchés, de gestion financière, de suivi et/ou autres processus sont fondés sur les systèmes qu'utilisent déjà le gouvernement et/ou d'autres partenaires.	3
	Les responsabilités en ce qui concerne l'exécution du projet sont clairement définies	2
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	3
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont adoptés	2
	La collecte des données de référence est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA CONCEPTION ET DE L'ETAT DE PREPARATION DU PROJET</b>	<b>2</b>
	<b>Supervision:</b>	
	Conformité de la Banque aux:	
	Mesures de protection environnementale	2
	Dispositions fiduciaires	3
	Accords conclus dans le cadre du projet	4
	La qualité de la supervision de la Banque a été satisfaisante en termes de dosage des compétences et de praticabilité des solutions	3
	La surveillance de la gestion du projet par la Banque a été satisfaisante	3
	Le PAR a été fourni à temps	4
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA SUPERVISION</b>	<b>3</b>
	<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE LA BANQUE</b>	<b>3</b>

<b>PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>Conception et état de préparation</b>	
	Les responsabilités en ce qui concerne la mise en œuvre du projet sont clairement définies	2
	Les documents requis pour la mise en œuvre (documents sur les spécifications, la conception, la passation des marchés, etc.) sont prêts au moment de l'évaluation	2
	Les indicateurs de suivi et le plan de suivi sont approuvés; la collecte des données de base est achevée ou en cours	2
	<b>NOTE DE LA CONCEPTION DU PROJET ET DE SON ETAT DE PREPARATION</b>	<b>2</b>
	<b>Mise en œuvre</b>	
	L'emprunteur s'est conformé aux:	
	Mesures de protection environnementale	2
	Dispositions fiduciaires	2
	Accords conclus dans le cadre du projet	3
	L'emprunteur a été attentif aux conclusions et recommandations formulées par la Banque dans le cadre de sa supervision du projet	2
	L'emprunteur fonde ses décisions sur les informations tirées du suivi	2
	<b>NOTE PARTIELLE DE LA MISE EN ŒUVRE</b>	<b>2</b>
<b>NOTE GENERALE DE LA PERFORMANCE DE L'EMPRUNTEUR</b>	<b>2</b>	

## J. TRAITEMENT

ETAPE	SIGNATURE ET OBSERVATIONS	DATE
Vérifié par le Chef de Division du Secteur		
Vérifié par le Directeur Régional		
Approuvé par le Directeur Sectoriel		

## APPENDICE 1

### Echelle de notation et correspondances

NOTE	EXPLICATION
4	<b>Très satisfaisant</b> Réalisation parfaite, aucune faille
3	<b>Satisfaisant</b> La majorité des objectifs sont atteints en dépit de quelques lacunes
2	<b>Moyen</b> Projet partiellement abouti. Presque autant de résultats que de lacunes
1	<b>Médiocre</b> Très peu de réalisations et de graves lacunes
NA	Sans objet

N.B.: Les formules sont arrondies à la décimale supérieure ou inférieure. Pour les calculs, seuls des nombres entiers sont retenus.

## **Annexe 1 : Coûts du projet et financement**

### a. Coûts du projet par composante (en millions de FCFA)

<b>Composantes</b>	<b>Evaluation</b>	<b>Achèvement</b>
Développement de la production	337,5	458,07
Aménagement et gestion des ressources	3 092	1 573,52
Animation, vulgarisation et recherche-développement	1 924,86	1 448,43
Restructuration et renforcement des capacités OP	757,98	408,36
Appui à la commercialisation et à l'approvisionnement des intrants	1 001	1 165,71
Credit aux producteurs	1 041,93	329,70
Gestion du projet	591,72	2 789,87
Coût de base	8 746,99	8 173,66
Imprévus physiques et hausse des prix	1 352,06	0
<b>Coût total du projet</b>	<b>10 094,71</b>	<b>8 173,66</b>

### b. Ressources par source de financement

<b>Sources de financement</b>	<b>Evaluation</b>			<b>Achèvement</b>			<b>Taux global de décaissement</b>
	<b>Millions UC</b>	<b>Millions FCFA</b>	<b>%</b>	<b>Millions UC</b>	<b>Millions FCFA</b>	<b>%</b>	
- FAD	9,99	8 523,19	84,45%	9,98	7 738,70	99,92%	99,92%
- ETAT	1,84	1 571,52	15,55%	1,26	941,86	68,58%	68,58%
<b>TOTAL FINANCEMENT</b>	<b>11,83</b>	<b>10 094,71</b>	<b>100%</b>	<b>11,24</b>	<b>8 680,56</b>	<b>95%</b>	<b>95,04%</b>

**Annexe 2 : Contributions de la Banque.**

<b>Date</b>	<b>Mission</b>	<b>Nbre pers.</b>	<b>Composition</b>
06-21 décembre 2003	Supervision	02	02 Ingénieurs agronomes
26 octobre – 16 novembre 2004	Supervision	01	01 Agronome environnementaliste
25 septembre – 18 octobre 2006	Supervision	03	01 Agronome, 01 Agro-économiste, 01 Economiste
05 – 25 août 2007	Revue à mi-parcours	05	01 Agronome, 01 Expert en élevage, 01 Spécialiste genre et environnement, 01 Agro-économiste, 01 Ingénieur génie civil
09 – 24 décembre 2008	Supervision	03	01 Expert en élevage, 01 Agro-économiste, 01 Ingénieur génie civil
22 – 27 juin 2009	Supervision	2	01 Agro-économiste, 01 Ingénieur génie rural
01 – 15 octobre 2009	Amélioration des performances du portefeuille	03	01 Economiste agricole, 01 Ingénieur génie rural, 01 Agro-économiste
26 avril – 10 mai 2010	Achèvement	04	01 Agro-économiste/CPO, 01 Expert élevage, 01 Assistant décaissement, 01 Assistant acquisitions

- Dernière mission de supervision : du 01 au 15 octobre 2009. Moyenne note = 1,94

**Annexe 3 : Analyse économique (TRE)**

<b><i>Hypothèses retenues à l'achèvement</i></b>						
<b>PARAMETRES</b>	<b>BOVINS</b>		<b>OVINS</b>		<b>CAPRINS</b>	
	Sans Projet	Avec Projet	Sans Projet	Avec Projet	Sans Projet	Avec Projet
<b><i>Système pastoral transhumant</i></b>						
Effectif du cheptel	124 900		181 900		396 100	
Pourcentage de femelles reproductrices	40	40	44	44	44	44
Taux net de croît	2	2	3	3	3	3
Production numérique (nb de jeunes/femelle/an)	0,48	0,55	0,78	0,92	0,94	1,09
Taux d'exploitation	6	6	25	25	25	25
Poids moyen des animaux exploités (kg vif)	280	300	35	37	30	32
Production laitière (l/j hors consommation veaux)	2	2,25	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
Durée lactation (j)	180	180	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
Production laitière par femelle reproductrice (l)	228	272	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
<b><i>Système agropastoral extensif</i></b>						
Effectif du cheptel	53 500		77 900		169 700	
Pourcentage de femelles reproductrices	40	40	44	44	44	44
Taux net de croît	2	2	3	3	3	3
Production numérique (nb de jeunes/femelle/an)	0,52	0,63	0,78	1,04	0,95	1,26
Taux d'exploitation	6	8	25	30	25	30
Poids moyen des animaux exploités (kg vif)	280	320	38	42	32	34
Production laitière (l/j hors consommation veaux)	2	2,5	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
Durée lactation (j)	180	210	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
Production laitière par femelle reproductrice (l)	228	374	sans objet	sans objet	sans objet	sans objet
<b><i>Système semi-intensif</i></b>						
	<i>Bovins GirxGirolando</i>		<i>Bovins métis (ZPS + IA)</i>		<i>Chèvres rousses Maradi</i>	
	Sans Projet	Avec Projet	Sans Projet	Avec Projet	Sans Projet	Avec Projet
Effectif du cheptel		40		53 500		247
Taux du cheptel touché		NC		0,75, puis 1		NC
Taux de gestation		NC		30		NC
Pourcentage de femelles reproductrices		75		40		80
Taux net de croît		8		2		3
Production numérique (nb de jeunes/femelle/an)		0,79		0,26		1,26
Taux d'exploitation		5		10		25

Poids moyen des animaux exploités (kg vif)		450		350		32
Production laitière (l/j hors consommation veaux)		8		4		sans objet
Durée lactation (j)		270		210		sans objet
Production laitière par femelle reproductrice (l)		1 894		840		sans objet
		<i>Embouche bovine</i>		<i>Embouche ovine</i>		
		Sans Projet	Avec Projet	Sans Projet	Avec Projet	
Poids initial (kg)		280	280	40	40	
Poids final (kg)		350	355	60	62	
Durée de l'embouche (j)		150	150	150	150	
Nombre de cycles/an		2	2	2	2	
Nombre moyen d'animaux par cycle		5	5	5	5	
Nombre de bénéficiaires		1 830	1 830	1 830	1 830	

ZPS = Zébu peulh sahélien

IA = insémination artificielle

NC = Non concerné

Prix payés aux producteurs

- Bovins : 650 FCFA le kg vif
- Ovins : 750 F CFA le kg vif
- Caprins : 650 F CFA le kg vif
  - Lait : 250 FCFA le litre
  -

#### Modèles d'exploitation identifiés

Modèles Espèces	Système pastoral transhumant (SPT)	Système agropastoral extensif (SAPE)	Système semi-intensif				
			Bovins Gir x Girolando	Bovins Insémination artificielle	Chèvres rousseries	Embouche bovine	Embouche ovine
Bovins	100	30	2	2 vaches		5 par cycle	
Ovins	60	20					5 par cycle
Caprins	80	30			5		
Nombre d'exploitations touchées par le projet	1 240	1 780	29	0,75% du cheptel du SAPE, puis 1% à partir de l'année 11	49	1 830	1 830

### Synthèse des productions additionnelles

Paramètres	Années																			
	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021
Production viande bovine SP (t)	4 278,1	4 284,1	4 290,1	4 4 296,1	4 302,2	4 308,2	4 314,3	4 320,3	4 326,4	4 332,5	4 338,6	4 344,7	4 350,8	4 357,0	4 363,1	4 4 369,3	4 375,5	4 381,7	4 387,9	4 394,1
Production viande ovine SP (t)	2 697,7	2 704,7	2 711,7	2 2 718,7	2 725,8	2 732,9	2 740,0	2 747,1	2 754,2	2 761,4	2 768,6	2 775,8	2 783,0	2 790,3	2 797,5	2 2 804,8	2 812,1	2 819,5	2 826,8	2 834,2
Production viande caprine SP (t)	4 328,4	4 341,3	4 354,4	4 4 367,4	4 380,5	4 393,7	4 406,8	4 420,1	4 433,3	4 446,6	4 460,0	4 473,3	4 486,8	4 500,2	4 513,7	4 4 527,3	4 540,9	4 554,5	4 568,1	4 581,8
<b>Total production viande SP (t)</b>	<b>11 304,1</b>	<b>11 330,1</b>	<b>11 356,2</b>	<b>11 382,3</b>	<b>11 408,5</b>	<b>11 434,7</b>	<b>11 461,1</b>	<b>11 487,5</b>	<b>11 514,0</b>	<b>11 540,5</b>	<b>11 567,1</b>	<b>11 593,9</b>	<b>11 620,6</b>	<b>11 647,5</b>	<b>11 674,4</b>	<b>11 701,4</b>	<b>11 728,5</b>	<b>11 755,6</b>	<b>11 782,9</b>	<b>11 810,2</b>
Production viande bovine AP (t)	4 423,1	4 429,2	4 452,4	4 4 458,5	4 626,3	4 956,9	5 126,4	5 133,7	5 141,0	5 148,4	5 155,8	5 163,2	5 170,6	5 178,0	5 185,4	5 5 192,9	5 200,3	5 207,8	5 215,3	5 222,8
Production viande ovine AP (t)	2 773,2	2 825,9	2 852,8	2 2 960,9	3 153,7	3 161,8	3 169,9	3 178,1	3 186,2	3 194,4	3 202,6	3 210,9	3 219,1	3 227,4	3 235,7	3 3 244,1	3 252,4	3 260,8	3 269,2	3 277,6
Production viande caprine AP (t)	4 328,4	4 483,2	4 498,6	4 4 654,9	4 960,8	4 975,7	4 991,1	5 006,0	5 021,2	5 036,3	5 051,4	5 066,5	5 081,7	5 097,0	5 112,3	5 5 127,6	5 143,0	5 158,4	5 173,9	5 189,4
<b>Total production viande AP (t)</b>	<b>11 524,7</b>	<b>11 738,4</b>	<b>11 803,8</b>	<b>12 074,3</b>	<b>12 740,9</b>	<b>13 094,4</b>	<b>13 287,4</b>	<b>13 317,8</b>	<b>13 348,5</b>	<b>13 379,1</b>	<b>13 409,8</b>	<b>13 440,6</b>	<b>13 471,4</b>	<b>13 502,4</b>	<b>13 533,4</b>	<b>13 564,5</b>	<b>13 595,7</b>	<b>13 627,0</b>	<b>13 658,4</b>	<b>13 689,9</b>
<b>Production add. totale viande (t)</b>	<b>220,6</b>	<b>408,3</b>	<b>447,6</b>	<b>692,1</b>	<b>332,4</b>	<b>659,6</b>	<b>826,3</b>	<b>830,3</b>	<b>834,5</b>	<b>838,6</b>	<b>842,6</b>	<b>846,7</b>	<b>850,8</b>	<b>854,9</b>	<b>859,0</b>	<b>1 863,1</b>	<b>867,3</b>	<b>871,4</b>	<b>875,6</b>	<b>879,7</b>
Production lait bovin SP (1000l)	16 270,1	16 302,6	16 335,2	16 367,9	16 400,6	16 433,4	16 466,3	16 499,2	16 532,2	16 565,3	16 598,4	16 631,6	16 664,9	16 698,2	16 731,6	16 765,1	16 798,6	16 832,2	16 865,9	16 899,6
Production lait bovin AP (1000l)	16 412,8	16 910,4	17 001,0	18 219,8	18 256,6	19 735,0	20 641,1	21 218,1	21 699,5	22 048,3	22 092,7	22 137,3	22 183,2	22 227,9	22 272,7	22 317,6	22 362,7	22 407,8	22 453,0	22 498,3
<b>Production add. totale lait (1000l)</b>	<b>142,7</b>	<b>607,7</b>	<b>665,8</b>	<b>1 851,9</b>	<b>856,0</b>	<b>301,6</b>	<b>174,8</b>	<b>718,9</b>	<b>167,3</b>	<b>483,0</b>	<b>494,3</b>	<b>505,7</b>	<b>518,3</b>	<b>529,7</b>	<b>541,1</b>	<b>5 552,6</b>	<b>564,1</b>	<b>575,6</b>	<b>587,1</b>	<b>598,7</b>

## Calcul du TRE

Année	Recettes addit.	Coût des investissements	Coût du fonctionnement	Charges d'exploitation	Total coûts	Cash flow de base	Cash flow avec +10% coûts '(1)	Cash flow avec -10% recettes '(2)
2002	468 581 500	406 271 832	305 779 560	130 856 250	842 907 642	-374 326 142	- 458 616 906	- 421 184 292
2003	627 868 315	519 875 400	338 661 900	274 798 125	1 133 335 425	-505 467 110	- 618 800 652	- 568 253 941
2004	714 348 152	815 239 668	312 868 490	437 051 964	1 565 160 122	-850 811 970	-1 007 327 982	- 922 246 785
2005	1 104 716 271	903 113 663	397 206 840	612 754 969	1 913 075 472	-808 359 200	- 999 666 748	- 918 830 828
2006	1 232 529 642	717 977 394	398 699 660	801 936 152	1 918 613 206	-686 083 564	- 877 944 885	- 809 336 529
2007	1 755 140 582	444 179 079	219 815 640	1 004 626 846	1 668 621 565	86 519 018	- 80 343 139	- 88 995 040
2008	2 109 309 413	359 522 066	263 222 430	1 220 860 884	1 843 605 380	265 704 033	81 343 495	54 773 092
2009	2 252 745 360	1 408 270 188	365 959 030	1 450 674 808	3 224 904 026	-972 158 667	-1 294 649 070	- 1 197 433 203
2010	2 361 574 202			1 694 108 079	1 694 108 079	667 466 123	498 055 315	431 308 703
2011	2 408 956 087			1 694 108 079	1 694 108 079	714 848 008	545 437 200	473 952 400
2012	2 445 017 250			1 694 108 079	1 694 108 079	750 909 171	581 498 363	506 407 446
2013	2 481 930 139			1 694 108 079	1 694 108 079	787 822 060	618 411 252	539 629 046
2014	2 519 719 696			1 694 108 079	1 694 108 079	825 611 617	656 200 809	573 639 647
2015	2 558 411 922			1 694 108 079	1 694 108 079	864 303 843	694 893 035	608 462 651
2016	2 598 033 934			1 694 108 079	1 694 108 079	903 925 856	734 515 048	644 122 462
2017	2 638 614 040			1 694 108 079	1 694 108 079	944 505 961	775 095 153	680 644 557
2018	2 680 181 803			1 694 108 079	1 694 108 079	986 073 725	816 662 917	718 055 544
2019	2 722 768 129			1 694 108 079	1 694 108 079	1 028 660 050	859 249 242	756 383 237
2020	2 766 405 341			1 694 108 079	1 694 108 079	1 072 297 263	902 886 455	795 656 728
2021	2 811 127 280			1 694 108 079	1 694 108 079	1 117 019 201	947 608 393	835 906 473
<b>TRE</b>						10%	5%	4%

TRE à l'évaluation = 14,8 %

**Annexe 4 : Plan de Passation des Marchés.**

N°	Référence du marché	Objet du marché	Montant HT-HD (FCFA)	Nom du Contractant	Date de signature du marché	Mode d'acquisition	Référence ANO BAD a/s Adjudication du marché	Situation du marché (Etat d'exécution)
<b>MARCHES DE FOURNITURE DE BIENS</b>								
01	N° 005/2009/MEF	Fourniture et pose de 07 pompes solaires	104 246 954	ERS	24.03.2009	AOI	OSAN.2/FX/ZB/2009 /01/0050 du 16.01.2009	Réceptionné (Exécuté 100%)
02	N° 2007/164/MFB	Fourniture Véhicule Pick Up Double cabine	12 900 000	SEA B	04.06.2007	AON	OSAN.2/LT/TB/2006 /12/0045 du 11.12.2006	Réceptionné (Exécuté 100%)
03	N° 027/2004/MFB	Fourniture Equipements complémentaires de labo	29 305 132	ARCOA	05.02.2004	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)
04	N° 2007/126/MFB	Fourniture 02 véhicules automobiles 4x4	36 769 899	CFAO Burkina	11.04.2004	AON	OSAN.2/LT/TB/2006 /12/0045 du 11.12.2006	Réceptionné (Exécuté 100%)
05	053/2002/MEF	Fourniture de véhicules	167 344 000	CFAO Burkina	11.03.2003	AON	Fax OCAR sans référence du 15.02.2002	Réceptionné (Exécuté 100%)
06	056/2004/MFB	Fourniture de 40 zébus brésiliens	80 124 649	AGROEXPORT LTDA	16.03.2004	Gré à gré	Fax OCAR.1 sans référence du 29.01.1999	Réceptionné (Exécuté 100%)
07	006/2003/MFB	Fourniture et pose de matériels de bureau	33 783 605	FADOUL TECHNIBOIS	09.03.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)
08	029/2004/MFB	Fourniture de tracteurs équipés	191 312 052	DIACFA AUTOMOBILES	05.02.2004	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)
09	Lettre de commande	Fourniture de matériel technique de génie rural	6 350 000	FIMATECH	25.11.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)

N°	Référence du marché	Objet du marché	Montant HT-HD (FCFA)	Nom du Contractant	Date de signature du marché	Mode d'acquisition	Référence ANO BAD a/s Adjudication du marché	Situation du marché (Etat d'exécution)
10	Lettre de commande	Fourniture de matériel informatique	18 362 596	DATASYS	25.11.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/10/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)
11	Lettre de commande	Fourniture des climatiseurs	7 360 000	ALPHA DIFFUSION	25.11.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/10/43 du 10.10.2003	Réceptionné (Exécuté 100%)
<b>TOTAL MARCHES DE FOURNITURES</b>			<b>515 677 887</b>					

MARCHES DE PRESTATIONS INTELECTUELLES								
12	N° 28/00/02/02/03/2009/00001	Réalisation Audit des comptes 2008 et 2009	14 500 000	CGIC Afrique International	22.10.2009	LR	OSAN.2/FX/FL/KN/2009 /10/0052 du 15.10.2009	Exécuté 100%
13	N° 067/2007/MFB	Contrôle Exécution de 30 forages + munis de PMH	15 870 000	CETIS	03.06.2008	LR	OSAN.2/LT/TB/2007 /08/0100 du 10.09.2007	Exécuté 100%
14	0139/2003/MFB	Etude et contrôle d'exécution 07 forages	21 581 504	CETIS	06.08.2008	LR	OSAN.2/LT/TB/2007 /08/0100 du 10.09.2007	Exécuté 100%
15	N° 2006/338/MFB	Etudes Contrôle de l'exécution de 05 mares	48 400 000	FASO KANU Développement	06.12.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006 /06/0074 du 15.06.2006	Exécuté 100%
16	0138/2003/MFB	Avenant au marché initial	19 108 955	FASO KANU Développement	22.06.2006	Avenant moins de 15%	BFFO/ADD/BOZ/fx/2009 /04/0320 du 23.04.2009	Exécuté 100%
17	337/2006/MFB	Etudes et contrôle de 06 boullis	30 000 000	FASO KANU Développement	06.12.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006 /05/0093 du 09.05.2006	Exécuté 100%

18	2006/MFB	Contrôle technique de la piste Djibo Nassoumbou	166 100 000	FASO KANU Développement	12.06.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006/04/0080 du 25.04.2006	Exécuté 100%
19	Avenant n°01 au Marché n° 2006/MFB	Contrôle Travaux route Djibo Nassoumbou	24 915 000	FASO KANU Développement	22.06.2009	Avenant moins de 15%	BFFO/ADD/BOZ/fx/2009/04/0320 du 23.04.2009	Exécuté 100%
20	N° 2006/336/MFB	Elaboration du SPAT de la province du Soum	26 080 000	BERD	06.12.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006/05/0041 du 08.05.2006	Réceptionné Exécuté 100%
21	240/2006/MFB	Evaluation à mi parcours du PDES II	47 685 000	BERD	28.08.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006/05/0040 du 08.05.2006	Réceptionné Exécuté 100%
22	2006/148/MFB	Audit des comptes 2005, 2006, 2007	19 862 000	FIDEREC International	07.06.2006	LR	OCAR.1/LT/TB/2006/05/0092 du 09.05.2006	Réceptionné Exécuté 100%
23	AVENANT CONTRAT FIDEREC	Audit spécial	2 910 000	FIDEREC International	10.01.2008	Avenant moins de 15%	BFFO/ADD/fx/BOZ/2008/01/0125 du 31.01.2008	Exécuté 100%
24	021/2003/MFB	Animation sensibilisation IEC et mise en place Processus participatif	1 173 384 000	SOFRECO	10.02.2003	AOIR	OCAR.1/FX/MD/02/09/0 du 16.09.2002	Exécuté 100%
25	199/2002/MFB	Etude socio économique	50 565 000	BERAD	07.10.2002	LR	OCAR.1/FX/MD/02/09/0 du 16.09.2002	Réceptionné Exécuté 100%
26	198/2002/MFB	Mise en place d'un système comptable	34 750 000	ACECA International	07.10.2002	LR	OCAR.1/FX/MD/02/09/0 du 16.09.2002	Réceptionné Exécuté 100%
27	200/2002/MFB	Renforcement et restructuration OPA (part XOF)	113 922 250	AFC Consultants international	07.10.2002	LR	OCAR.1/FX/MD/02/09/0 du 16.09.2002	Exécuté 100%

28	Avenant au contrat n° 200/2002/MFB	Part payable en USD (USD 520 545)	341 454 750	AFC Consultants International	15.03.2004	Sans objet	OCAR.1/FX/MD/02/09/0 du 16.09.2002	Exécuté 100%
29	198/2003/MFB	Elaboration d'un cadre de gestion du crédit	68 000 000	CIENI	04.11.2003	LR	OCAR.1/FX/AM/03/10/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
30	020/2004/MFB	Audit des comptes 2002, 2003 et 2004	42 000 000	DELOIT & TOUCHE	03.02.2004	LR	OCAR.1/FX/AM/03/10/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
31	0159/2003/MFB	Etude d'implantation d'une radio	55 205 341	DYNAMIS	21.08.2003	LR	OGDW4/FX/MD/01/08 /032/ibm du 23.08.2002	Réceptionné Exécuté 100%
32	Protocole d'Accord n° PDES II / IFDC Afrique	Activité de recherche développement	60 000 000	International Fertiliser Development	30.10.2002	Gré à gré	OGDW4/FX/MD/01/08 /032/ibm du 23.08.2002	Exécuté 100%
33	Convention PDES II / AMTA-2	Formation de la Cellule de Gestion du Projet	23 990 585	AMTA	30.10.2002	Gré à gré	OGDW4/FX/MD/01/08 /032/ibm du 23.08.2002	Exécuté 100%
34	422/2003/MFB (part USD)	Etude de faisabilité d'une laiterie	USD 68 091 (40 904 987 XOF)	CIMA International	24.10.2003	LR	OGDW4/FX/MD/01/08 /032/ibm du 23.08.2002	Réceptionné Exécuté 100%
35	422/2003/MFB (part XOF)	Etude de faisabilité d'une laiterie	27 270 000	CIMA International	24.10.2003	LR	OGDW4/FX/MD/01/08 /032/ibm du 23.08.2002	Réceptionné Exécuté 100%
<b>TOTAL SERVICES</b>			<b>2 468 459 372</b>					

**MARCHES DE TRAVAUX**

36	N°03/2009/MEF	Réalisation de 06 boulis (lot 01)	33 423 330	SET BURKINA	13.02.2009	AOI	OSAN.2/FX/ZB/2009 /01/0118 du 26.01.2009	Réceptionné Exécuté 100%
37	N°004/2009/MEF	Réalisation de 06 boulis (lot 02)	28 754 320	COGCOB	13.02.2009	AOI	OSAN.2/FX/ZB/2009 /01/0118 du 26.01.2009	Réceptionné Exécuté 100%
38	N°01/2009/MEF	Réalisation de 05 mares (lot 01)	18 456 140	COGCOB	13.02.2009	AOI	OSAN.2/FX/ZB/2009 /01/0118 du 26.01.2009	Réceptionné Exécuté 100%
39	N°02/2009/MEF	Réalisation de 05 mares (lot 02)	29 828 710	COGCOB	13.02.2009	AOI	OSAN.2/FX/ZB/2009 /01/0118 du 26.01.2009	Réceptionné Exécuté 100%
40	N°2008/126/MRA	Construction de 04 parcs de vaccination	18 975 320	ECGM	12.11.2008	AON	OSAN.2/FX/AM/200 8 /02/040 du 07.02.2008	Réceptionné Exécuté 100%
41	Lettre de commande	Réfection du marché à bétail de Djibo	8 996 360	EGCM	20.06.2004	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
42	N°2008/125/MRA	Construction de 03 parcs de vaccination	14 654 190	ECGM	12.11.2008	AON	OSAN.2/FX/AM/200 8 /02/040 du 07.02.2008	Réceptionné Exécuté 100%
43	N°2008/127/MRA	Construction de 03 parcs de vaccination	14 891 430	ECOF	12.11.2008	AON	OSAN.2/FX/AM/200 8 /02/040 du 07.02.2008	Réceptionné Exécuté 100%
44	N°139/2008/MRA	Réalisation de 07 forages et de 07 AEPS	189 525 000	GEOFOR INTERNATION AL	08.01.2009	AOI	OSAN.2/FX/AG/2008 /09/0129 du 24.09.2008	Réceptionné Exécuté 100%
45	N°065/2007/MFB	Réalisation de 11 forages + munis de PMH (lot 01)	51 694 500	EKAF R TRADING	05.06.2008	AOI	OSAN.2/LT/TB/2007 /09/002 du 05.09.2007	Réceptionné Exécuté 100%

46	N°064/2007/MFB	Réalisation de 09 forages + munis de PMH (lot 02)	48 330 000	SIII	03.06.2008	AOI	OSAN.2/LT/TB/2007 /09/002 du 05.09.2007	Réceptionné Exécuté 100%
47	N°066/2007/MFB	Réalisation de 10 forages + munis de PMH (lot 03)	53 700 000	SIII	03.06.2008	AOI	OSAN.2/LT/TB/2007 /09/002 du 05.09.2007	Réceptionné Exécuté 100%
48	2006/157/MFB	Aménagement de la piste Djibo Nassoumbou	843 377 550	STRUCOM International	06.06.2006	AOI	OCAR.1/LT/TB/2005 /12/0188 du 30.12.2005	Réceptionné Exécuté 100%
49	Avenant 01 marché n° 2006/157 /MFB	Travaux route Djibo Nassoumbou	126 506 632	STRUCOM International	26.06.2009	Avenant moins de 15%	BFFO/ADD/BOZ/fx/2 009 /04/0320 du 23.04.2009	Réceptionné Exécuté 100%
50	Lettre de commande	Construction Parc de vaccination	32 271 022	EWR	18.10.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
51	206/2003/MFB	Clôture partielle du marché à bétail de Djibo	20 576 600	EWR	18.10.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
52	N° 138/2008/MRA	Fourniture, Mise en service Radio FM de Djibo	48 243 500	MEGA TECH	05.01.2009	AOI	OSAN.2/FX/AG/2008 /09/0128-bis du 24.09.2008	Réceptionné Exécuté 100%
53	Lettre Commande	Réfection des locaux du projet	13 356 920	OMEGA TP	18.10.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%
54	Lettre Commande	Réfection de la mare de Kouyé	8 700 000	ADAMA OUSSEINI	05.01.2005	Gré à gré	Urgence sécheresse : Mail BAD/2004 du TM (M. NOUDEJJI)	Réceptionné Exécuté 100%
55	Lettre Commande	Construction Parc de vaccination	18 374 949	ESAF	18.10.2003	AON	OCAR.1/FX/AM/03/1 0/43 du 10.10.2003	Réceptionné Exécuté 100%

56	Lettre Commande	Rehaussement Barrage de Djibo	18 700 900	SGT	05.01.2005	Gré à gré	Urgence sécheresse : Mail BAD/2004 du TM (M. NOUDEJJI)	Réceptionné Exécuté 100%
57	Lettre Commande	Mare de Barkana	9 950 000	EIEVI	05.01.2005	Gré à gré	Urgence sécheresse : Mail BAD/2004 du TM (M. NOUDEJJI)	Réceptionné Exécuté 100%
<b>TOTAL DES MARCHES TRAVAUX</b>			<b>1 651 287 373</b>					
<b>TOTAL GENERAL AU 30 NOVEMBRE 2009</b>			<b>4 635 424 632</b>					

A la clôture du PDES II intervenue le 30.11.2009, le montant global des acquisitions (hors fonctionnement de la CGP) s'élève à « quatre milliards six cent trente cinq millions quatre cent vingt quatre mille six cent trente deux (4 635 424 632) FCFA HT/HD répartis comme suit : (i) 53% pour les prestations intellectuelles, soit 2 468 459 372 FCFA, (ii) 36% pour les marchés de travaux, soit 1 651 287 373 FCFA, et (iii) 11% pour les acquisitions de biens. Les modes d'acquisition (AOI, AON, LR, AOIR, etc..) prévus ont été pour l'ensemble respectés et toutes les propositions d'adjudication de contrat ont, au préalable, requis l'avis de non objection de la Banque. Les marchés signés sont au nombre de « cinquante sept (57) » pendant la durée du PDES II.

## **Annexe 5 : Liste des documents justificatifs.**

1. Accord de prêt BF/FAD.
2. Rapport d'évaluation du PDES-II
3. Rapport d'évaluation à mi-parcours du PDES-II
4. Schéma de planification du PDES-II
5. Rapport d'achèvement du PDES-phase I
6. Aide-mémoires (AM) des missions de supervision du PDES-II :
  - AM supervision 2009, 2008, 2007, 2006, 2004, 2003.
  - AM mission de suivi des dossiers : 2005, 2004,
7. Rapports d'audit des comptes du PDES-II :
  - Cabinet Deloitte & Touche : 2002, 2003, 2004
  - Cabinet FIDEREC Internationale : 2005, 2007
  - Cabinet CGIC Afrique Internationale : 2008
8. Rapports annuels d'activités du PDES-II : 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009
9. BERAD : Etude socio-économique de la province du Soum. Rapport final + doc annexes
10. Bureau d'études SOFRECO : Composante C : volet ASIEC-AP. Rapport final + doc annexes
11. Bureau d'études AFC : Composante D : « la restructuration et le renforcement des GP dans la province du Soum : sur la vie de la professionnalisation des GP du Soum (doc + CD Rom)
12. BERD/PDES-II/Haut Commissariat de la province du Soum : Schéma provincial d'aménagement du territoire (SPAT) de la province du Soum 2007-2027 (version définitive + CD Rom)
13. BERD/PDES-II/Haut Commissariat de la province du Soum : Etude du Schéma provincial d'aménagement du territoire (SPAT) de la province du Soum (rapport de l'étude diagnostique)
14. SOFRECO/PDES-II, 2006 : Situation de référence de 08 villages de la province du Soum en 2006
15. SOFRECO/PDES-II, 2006 : Situation de référence de 40 villages de la province du Soum en 2006 (volume 1)
16. SOFRECO/PDES-II, 2006 : Situation de référence de 40 villages de la province du Soum en 2006 (volume 2)
17. PDES-II, 2004 : étude de l'impact environnemental et social du PDES phase II : rapport final (+ résumé technique)
18. PDES-II, 2004 : Plan de gestion environnementale et sociale (PGES) du PDES-II
19. PDES-II, 2007 : Rapport de fin de campagne d'alphabétisation du PDES-II/Soum.
20. PDES-II, 2009 : Etudes d'impacts socio-économiques des principales activités et réalisations du PDES-II 2002-2009 (rapport final)
21. PDES-II, 2009 : Adaptation au climat et aux conditions zoo-sanitaires locales et performances zootechniques des races introduites dans la province du Soum (rapport final)
22. PDES-II, 2010 : Quelques éléments de résultats des croisements d'amélioration génétiques au sein des troupeaux encadrés avec l'appui du PDES-II
23. BUNASOLS : étude morpho-pédologique de la province du Soum (doc principal + doc annexe)
24. BUNASOLS : catalogue des principaux types de sols de la province du Soum
25. INERA (Rapport final + fiches techniques de vulgarisation)
26. IFDC (Rapports 2003, 2004, 2005 + fiches techniques)
27. Document de la convention avec le BUNASOLS
28. Document de la convention avec le CNEAG-CMAP
29. Document de la convention avec la DGSV
30. Document de la convention avec la DFR
31. Document de la convention avec la DGE
32. Document de la convention avec l'IFR CVECA

33. Document de la convention avec l'IFR URC Bam
34. Document de la convention avec la DPRA
35. Document de la convention avec la DPAHRH
36. Document de la convention avec l'IFDC
37. Etude sur le crédit rural : manuel de procédures d'utilisation et de gestion du fonds de garantie du crédit
38. Etude sur le crédit rural : cadre de gestion du crédit.